

INpreCOR

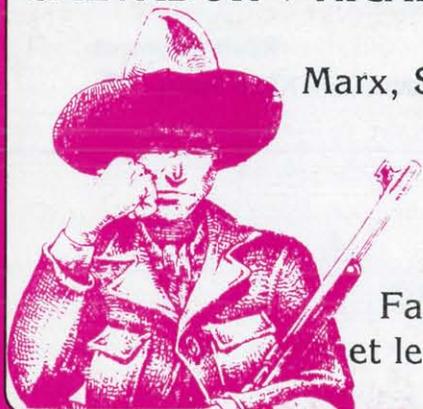
Numéro 329 du 26 avril au 9 mai 1991 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

GOLFE : LA BOUE ET LE SANG



SALVADOR ♦ NICARAGUA

Marx, Sandino,



Farabundo
et les autres

URSS

Le ras-le-bol des ouvriers

AUSTRALIE

Le pillage travailliste

INpreCOR

SOMMAIRE DU N° 329
DU 26 AVRIL AU 9 MAI 1991

3

GOLFE
Qui faut-il juger ?
Salah JABER

5

KURDISTAN
Un peuple sacrifié
Fuat ORÇUN

9

LYBIE
La "jamahiriyya" et l'ordre mondial
Luiza MARIA

11

AMERIQUE LATINE
Syndicalistes contre Bush
Interview d'Hector de la CUEVA

14

NICARAGUA
Front ou parti : que choisir ?
Eric TOUSSAINT

17

Le calvaire du peuple
Eric TOUSSAINT

18

SALVADOR
Couper quels "extrêmes" ?
DOCUMENT

19

En défense de l'utopie
Sergio RODRIGUEZ

21

AUSTRALIE
Le pillage travailliste
John TULLY

23

INDE
Développement du fondamentalisme
Interview de Mihir DESAI

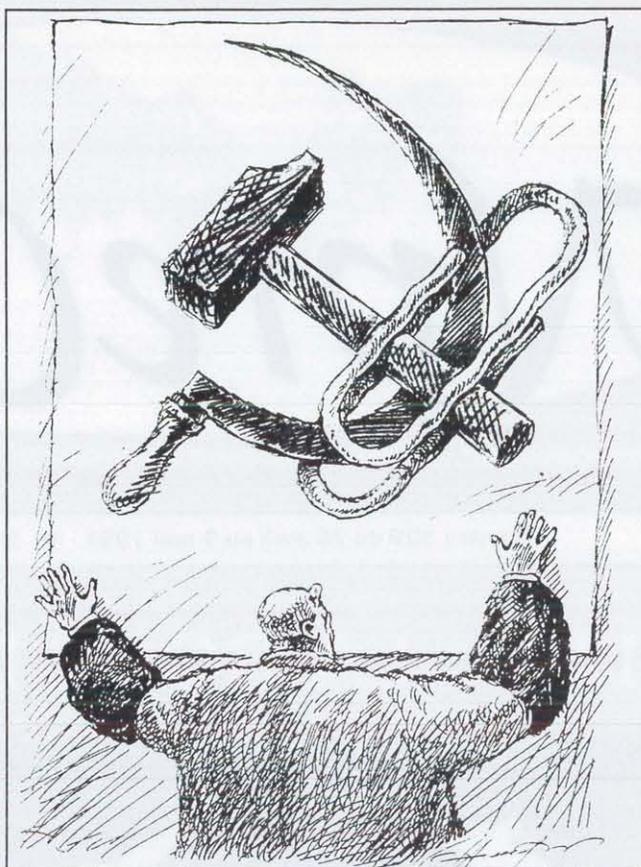
25

UNION SOVIETIQUE
La coupe est pleine
Poul-Funder LARSEN

28

Nouvelles du monde
AFRIQUE DU SUD ; AUTRICHE
CONGO ; TCHECOSLOVAQUIE

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.



ATTENTION NOUVEAUX TARIFS ↓

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVE Internationale.

Éditée par PEC
(Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT
(22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
170 FF pour six mois. 330 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
180 FF pour six mois. 350 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
210 FF pour six mois. 420 FF pour un an.

Pli fermé

France : 230 FF pour six mois. 460 FF pour un an.
Europe : 250 FF pour six mois. 500 FF pour un an.
Autres continents : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement

Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Qui faut-il juger ?

L'IRONIE sert d'exutoire à la rage impuissante qu'inspire l'effroyable résultat de l'action militaire impérialiste contre l'Irak. A l'hécatombe perpétrée directement au cours des six semaines d'acharnement coalisé contre l'Irak et les Irakiens, se sont ajoutées les conséquences écologiques et économiques apocalyptiques de la "guerre chirurgicale", en Irak et au Koweït, et six semaines de carnage, mené par les troupes de Bagdad contre les populations arabe et kurde de leur propre pays, condamnant des millions de réfugiés à fuir la terreur baassiste dans des conditions tragiques. Tout cela, prétendument, pour restituer à quelques centaines de milliers de Koweïtiens, assujettis à une famille princière despotique, une souveraineté plus illusoire que jamais sur leur lopin de désert imbibé de pétrole.

Une guerre pour une autre

Aujourd'hui, les gouvernements occidentaux se préoccupent du sort dramatique du peuple kurde. Ils ne le font pas que pour de nobles raisons. La condition effroyable faite aux Kurdes d'Irak est aussi utilisée pour escamoter les résultats réels de l'opération militaire des troupes coalisées. Les régions kurdes, en effet, ont été épargnées par leurs six semaines de bombardements. La fuite massive de la population, terrorisée devant la progression de l'armée de Saddam Hussein, souligne à nouveau à quel point son régime est exécutable. En quelque sorte, l'Occident y trouve une nouvelle justification *a posteriori* de son agression militaire.

Certes, la nouvelle tragédie du peuple kurde met aussi en relief l'inaction, à cet égard, des forces de la coalition qui étaient et restent en mesure de dicter à Saddam Hussein toutes leurs conditions. Ce dernier a même accepté la résolution 687 du Conseil de sécurité de l'ONU (2), qui aurait pu porter en exergue la fameuse sentence romaine : *Vae victis* (malheur aux vaincus). Mais, bien sûr, l'argument des chancelleries occiden-

Les gouvernements de la Communauté économique européenne (CEE) souhaitent que Saddam Hussein soit jugé pour "crimes contre l'humanité". Quelle grandeur d'âme ! Et quel soulagement pour les millions de Kurdes qui vivent en ce moment un cauchemar de plus ! Les bonnes consciences de la grande croisade pour la paix, la démocratie et le droit des peuples, menée par Bush, Major, Mitterrand, peuvent dormir tranquilles. Après la "Tempête du désert", l'opération "Manne du Kurdistan" est en cours. Saddam Hussein est plus affreux que jamais, et l'Occident aussi humaniste qu'il l'a toujours été. Tout est dans l'ordre, à l'heure du "nouvel ordre mondial" fondé, selon Bush, sur le « règlement pacifique des conflits » et un « juste traitement de tous les peuples » (1).

Salah JABER

tales est tout prêt : la non-ingérence, principe à géométrie hautement variable en vertu duquel on peut justifier, quand on en a besoin, la coexistence dans la paix de l'âme avec les pires atrocités.

Mitterrand, maître dans l'art de l'hypocrisie grandiloquente, y a ajouté une note dont il est bien fier : le "devoir d'ingérence humanitaire", c'est-à-dire celui d'assurer aux populations sinistrées les moyens d'une fixation sur leur territoire.



Le but fondamental étant, pour qui ne l'aurait pas compris, d'éviter les grands exodes qui, comme on sait, finissent par alimenter le flot des immigrants du tiers monde vers les rivages d'un Occident dont la prospérité a été bâtie sur leur propre détresse. Plus immédiatement, il s'agit d'empêcher les Kurdes de passer de leurs territoires sous domination arabe

irakienne à leurs territoires sous domination turque ou iranienne, et d'aggraver ainsi le caractère explosif d'une des "questions" nationales les plus iniques de ce siècle.

Comment ne pas être écœuré par les satisfecit décernés généreusement, par les mêmes gouvernements occidentaux, à l'Iran et à leur brave allié ture

pour le grand humanisme dont ils font preuve ? Le peuple kurde devrait donc être toujours reconnaissant à l'un ou l'autre de ses oppresseurs. Il devrait, en particulier, témoigner de sa gratitude envers un gouvernement ture dont les soldats n'ont pas hésité à tirer sur les masses kurdes, prises de panique, pour les empêcher d'accéder au territoire de leurs compatriotes soumis à la botte turque. Ou peut-être le peuple kurde devrait-il remercier le gouvernement de Turgut Özal, membre de la coalition alliée, pour avoir enfin autorisé les Kurdes à parler leur propre langue entre eux !

Hypocrisie sans limites

Hypocrisie sans limites que celle dont le dernier avatar est de jeter la pierre à Saddam Hussein pour son oppression du peuple kurde, en feignant d'ignorer que l'oppression du même peuple par la Turquie ou l'Iran est au moins aussi dure, sinon plus, que l'oppression irakienne. Hypocrisie abjecte de ceux qui voudraient juger Saddam Hussein pour ses crimes, alors qu'hier encore ils s'en accommodaient très bien et viennent eux-mêmes de commettre un crime effroyable dans cette région du monde, un crime dont le bilan final, quand il pourra être estimé, sera vertigineux.

Même des éditorialistes hier va-t-en-guerre de la presse américaine le reconnaissent aujourd'hui, amèrement, tels William Safire du *New York Times* : « *Le leader kurde, Massoud Barzani, savait*

1) Discours du 13 avril 1991 à Montgomery, Alabama.
2) Voir *Inprecor* n° 328 du 12 avril 1991.

qu'il pouvait battre les forces de Saddam Hussein, affaiblies par la guerre, dans les rudes montagnes du Kurdistan, pourvu que les Etats-Unis interdisent au dictateur l'usage des moyens aériens. Les Kurdes auraient alors contrôlé les zones pétrolifères de l'Irak et auraient été en mesure de négocier leur autonomie.

» Mais c'est là que George Bush prit peur (...). Il apparaît qu'il ne voulait pas que le peuple irakien se rebelle; il voulait seulement que les militaires changent de dictateurs. (...) Mais en changeant d'attitude au sujet de

la protection aérienne des Kurdes, le président est en fait intervenu au côté de Saddam Hussein. Une fois qu'il avait donné l'arme de la terreur par bombardement aérien au boucher impitoyable de Bagdad,

M. Bush abandonnait des dizaines de milliers de combattants kurdes à la mort et leurs familles à la famine » (3).

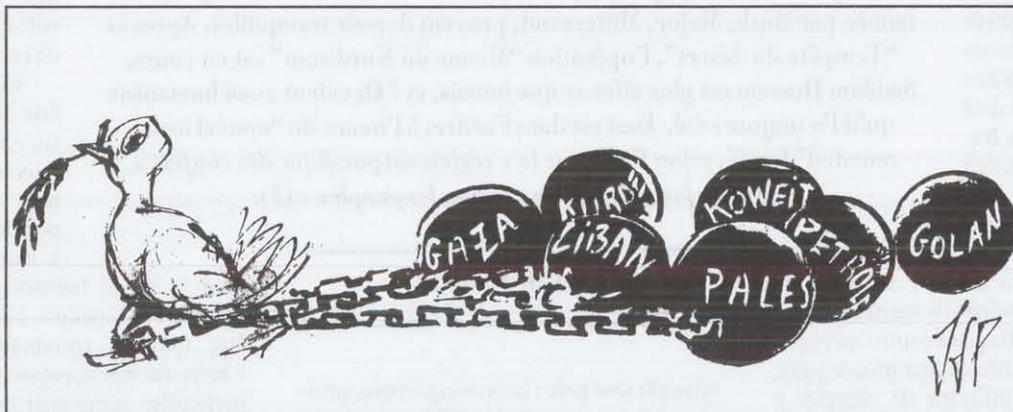
La tragédie du peuple kurde

Tout est ici dit : aussi bien les raisons réelles pour lesquelles la défaite kurde était souhaitée par la coalition, que la véritable complicité de Bush et consorts avec Saddam Hussein (4). La seule erreur de W. Safire, et pour cause, c'est de croire que Bush, en lâchant ignominieusement les Kurdes, avait "changé d'attitude", autrement dit qu'il avait d'abord l'intention de les protéger. L'un des "hommes du président", Brent Scowcroft, a réfuté bêtement, car involontairement, cette allégation : « M. Scowcroft a déclaré que les Etats-Unis avaient disposé préalablement des provisions de secours en Turquie en prévision d'un afflux de réfugiés à la fin de la guerre du Golfe, et rétrospectivement, auraient probablement dû avoir plus de provisions en attente » (5).

En somme, les Etats-Unis savaient parfaitement que leur guerre allait déboucher sur une nouvelle tragédie pour le peuple kurde. Grands seigneurs, ils ont prévu tentes et vivres à son intention, comme ils en ont fourni naguère aux Palestiniens. Que des bonnes âmes de la croisade contre Saddam Hussein aient pu croire, en toute bonne foi, que la coalition planterait dans la région les drapeaux de la démocratie et des droits des peuples,

c'est le signe de leur naïveté et de leur profonde ignorance de ce qui anime réellement les puissances occidentales.

Le problème, c'est que les Kurdes eux-mêmes y ont cru. Une nouvelle fois, les Kurdes d'Irak ont pensé que l'Occident les aiderait à s'affranchir du joug qui les accable. Ils ont oublié la manière dont Washington les avait lâchés en 1975, après l'accord conclu à cette fin entre Bagdad et le Chah d'Iran : plusieurs centaines de milliers d'entre eux avaient déjà dû se réfugier en Iran (6). Ils ont ignoré la



leçon toute récente de la complaisance de l'Occident envers leur massacre au gaz par Saddam Hussein, en 1988.

Mais comment reprocher à un peuple ses illusions renouvelées quand ses directions, par opportunisme, reproduisent sans cesse ces fausses espérances ? Talabani, chef de l'Union patriotique kurde (UPK), n'est-il pas allé jusqu'à souhaiter publiquement que le président turc se fasse le porte-parole des Kurdes ! Tel est le lot de cette région du monde, où les dirigeants de deux peuples soumis à plusieurs oppresseurs, les peuples palestinien et kurde, se lient sans cesse à une partie de leurs oppresseurs contre une autre, et espèrent toujours que leur délivrance viendra du grand oppresseur de tous, les Etats-Unis.

Il faut préciser cependant que les illusions du peuple kurde ne comptent pas pour beaucoup, cette fois, dans sa nouvelle tragédie. Le vide créé par le retrait momentané des troupes de Saddam Hussein, appelées à des tâches répressives plus urgentes dans le sud de l'Irak, ne pouvait qu'inciter une population excédée par son interminable martyre à se soulever. Cette occasion historique devait être saisie. L'issue n'était pas fatale : personne ne pouvait prévoir avec certitude que le régime baassiste parviendrait à se maintenir contre une insurrection populaire généralisée, après la défaite cuisante de son armée face à la coalition. On ne pouvait éviter de prendre le risque de se révolter dans de telles conditions, même

sans illusion aucune au sujet d'un appui extérieur.

Avec la complicité de la coalition, les sbires de Saddam ont malheureusement été plus les forts, pour l'instant. Jusqu'à quand ? Le pouvoir baassiste déploie l'ultime énergie d'un régime aux abois. Ses hommes se défoulent sur les populations de leur propre pays de l'écrasement auquel ils ont été soumis de la part de la coalition.

Mais, chaque jour qui passe aggrave encore le sort commun de tous les habitants de l'Irak,

alourdissant le désastre apocalyptique qui leur a été infligé par la responsabilité partagée de Saddam Hussein et de la coalition impérialiste. Le feu de la révolte en cours en Irak sera bien plus difficile à éteindre

que les puits de pétrole en flammes du Koweït. Il rejaillira sans cesse des braises, longtemps incandescentes, ravivé par le désespoir d'un peuple accablé dont les Kurdes ne sont qu'une partie.

Le reste de l'Irak, en effet, est sinistré autant, sinon plus, que le Kurdistan. Mais ce sinistre là, les gouvernements de Washington, Londres et Paris préfèrent le passer sous silence puisqu'il est le résultat direct de leur acharnement "libérateur". Il n'est qu'à voir le peu de publicité auquel a eu droit le rapport, pourtant explosif, de la commission d'enquête dépêchée par les Nations-Unies en Irak, pour évaluer les conséquences de la guerre sur ce pays.

Un pays dévasté

Ce rapport, présenté au Conseil de sécurité le 22 mars 1991, a été rédigé par le sous-secrétaire général de l'ONU, le Finlandais Martti Ahtisaari. Il explique tout bonnement que l'Irak a été ramené à « l'ère pré-industrielle » par un bombardement « quasi-apocalyptique » ayant profondément affecté les denrées alimentaires, l'agriculture, l'eau, l'électricité, l'hygiène et la santé. Il affirme que si une action humanitaire n'était pas entreprise de toute urgence, dans ces différents domaines, une « catastrophe imminente »

3) International Herald Tribune du 5 avril 1991.

4) Voir Inprecor n° 326 du 15 mars 1991.

5) International Herald Tribune du 15 avril 1991.

6) Voir Inprecor n° 328 du 12 avril 1991.

frapperait l'Irak avec des pertes humaines terribles et massives dues aux épidémies et à la famine. Le président de l'association américaine Médecins pour les droits de l'homme, le Dr Jack Geiger, de retour d'Irak, a estimé que le nombre des morts dû à cette catastrophe atteindra bientôt « plusieurs dizaines de milliers ».

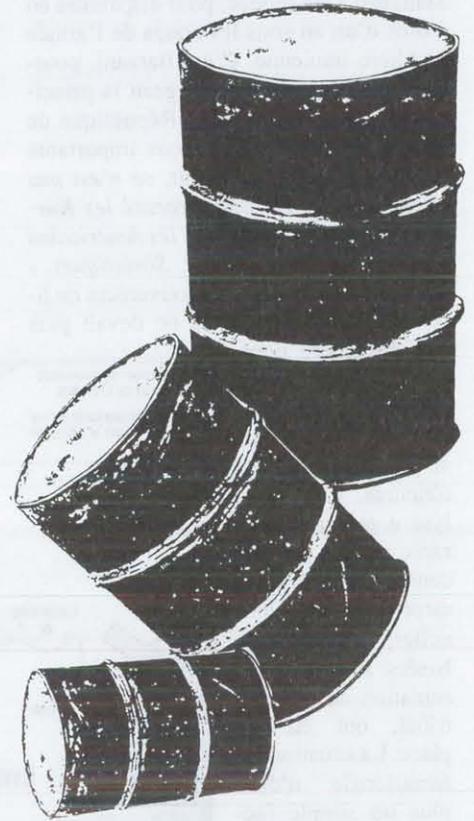
Cette affreuse réalité, aujourd'hui occultée, a fait l'objet récemment d'un très bel article, un cri isolé, de Jessica Matthews dans le *Washington Post*. Il se termine par une série de questions très pertinentes : « Contre qui les alliés étaient-ils en guerre, contre Saddam Hussein ou contre tous les Irakiens ? Si ce n'était pas contre tous les Irakiens, alors contre lesquels ? Si l'objectif de se débarrasser de Saddam Hussein n'a pu être atteint, pour l'instant au moins, quelles considérations doivent primer, les considérations géopo-

litiques ou humanitaires ? Spécifiquement, si les épidémies et la famine se déclarent avant que les conditions du délai de 120 jours fixé par le cessez-le-feu aient été remplies, qu'est-ce qui est le plus important ? A quel point les Etats-Unis et d'autres membres de la coalition sont-ils responsables des souffrances des Irakiens ? Si l'Irak ne peut pas payer pour ce dont son peuple a besoin alors qu'il paye en même temps des réparations, que faudrait-il faire ? Finalement, et inévitablement : l'enjeu justifiait-il tout cela ? » (7).

Ajoutons-y une autre question : qui faut-il juger en premier pour crimes contre l'humanité ? ★

18 avril 1991

7) *International Herald Tribune* du 17 avril 1991.



Un peuple sacrifié

Les 4 millions de Kurdes d'Irak ont tout abandonné pour prendre le chemin de l'exode, fuyant la machine à tuer de Saddam Hussein. Un million de personnes est arrivé aux frontières turques et iraniennes ; des centaines meurent chaque jour de faim, de froid et de maladie (1). Les principales victimes de la guerre sont là, Palestiniens ou Kurdes, face à la *Pax Americana*, face aux bourgeoisies européennes et aux sociaux-démocrates bons Samaritains qui espèrent, par leur paternalisme fielleux, se démarquer de la barbarie nord-américaine, face à l'hypocrisie des gouvernements ture et iranien. On disait que la guerre se déroulait dans le Golfe, mais ses fruits amers sont apparus au Kurdistan. Cette fois-ci, c'est pour installer des camps de réfugiés que les forces alliées ont pénétré dans le nord de l'Irak. A ce jour, 1 500 Kurdes — surtout des enfants — sont déjà morts de faim.

Le 24 avril 1991, une délégation de différentes organisations kurdes a rencontré Saddam Hussein à Bagdad ; un accord de principe a été conclu, qui est présenté comme celui signé en 1970, qui prévoyait une autonomie importante pour les Kurdes et des élections libres en Irak. Jalal Talabani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), est apparu le soir même à la télévision irakienne aux côtés de Saddam Hussein pour annoncer cette esquisse de règlement de la question kurde en Irak ; mais l'accord n'a pas encore été entériné par Massoud Barzani du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), et il reste à savoir si, comme en 1974, Saddam Hussein ne dupera pas les Kurdes une fois de plus.



Fuat ORÇUN

LE KURDISTAN existait dans la première carte que les impérialistes avaient tracée pour la région, à la fin de la Première Guerre mondiale (2). Mais, lorsqu'il leur est apparu qu'une Turquie puissante leur serait plus profitable au Moyen-Orient et, face à l'insistance des Britanniques, qui voulaient à tout prix garder le contrôle de l'Irak du nord et, enfin, dans la mesure où une direction kurde indépendante, capable de conduire un projet alternatif n'a pas émergé, la question kurde a été reportée aux calendes grecques.

Après diverses tentatives infructueuses de soulèvement, c'est à la fin de la Seconde Guerre mondiale que les choses ont commencé à changer au Kurdistan, non pas dans les parties irakienne et turque, les plus politisées, mais en Iran.

En 1941, les forces soviétiques et britanniques sont entrées en Iran. La présence de l'Union soviétique (URSS), qui avait pris le contrôle du nord du pays a accéléré la prise de conscience nationale des Azéris et des Kurdes de la région, malgré des contradictions et des conflits. Après le retrait soviétique, à la fin de la guerre, ces deux peuples ont profité du vide pour

1) Voir *Inprecor* n° 328 du 12 avril 1991.

2) Voir *Inprecor* n° 316 du 12 octobre 1990.

par là à se prémunir contre un éventuel scénario américain visant à créer un Kurdistan indépendant. De plus, même si cela n'était pas dit ouvertement, la Turquie avait l'espoir de reprendre le contrôle de Mossoul et de Kirkouk (où vit une minorité turkmène), anciennes terres ottomanes perdues durant la guerre de 1914-1918. D'ailleurs une telle possibilité avait aussi été soulignée par certains leaders kurdes d'Irak durant la guerre Iran-Irak, au cas où l'intégrité de ce dernier pays aurait été menacée.

Les conséquences de la guerre du Golfe étaient-elles prévisibles ? Rappelons simplement quelques faits. Saddam a redonné les territoires conquis à l'Iran, rendant ainsi caducs les résultats de huit années de guerre impitoyable. Saddam a dû payer un prix terrible pour son occupation du Koweït ; alors qu'Özal, qui a tout misé sur les Etats-Unis, s'est retrouvé du côté des vainqueurs. Mais la Turquie voit avec un grand embarras les directions kurdes, insurgées mais vaincues, négocier avec Saddam en personne une autonomie qu'elles avaient conquise à l'apogée de leur puissance, en 1970. Tout cela montre que, dans cette région du monde où règnent des régimes corrompus, chacun peut à tout moment voir ses manœuvres et pièges se retourner contre lui. L'intervention impérialiste dans la région a certes apporté des modifications dans le cours des événements, mais elle n'a pas abouti à une transformation radicale.

Les manœuvres d'Özal

Les divers gouvernements de la région ont fait de multiples zigzags surtout sur la question kurde. Durant le conflit du Golfe, Özal a entrepris un processus de réorganisation du système politique, compte tenu surtout de l'affaiblissement des partis traditionnels et du pouvoir. Cette réorganisation au niveau juridique et politique était directement liée à la question kurde. Ainsi, le seul et unique pays de la région qui niait jusque là l'existence même des Kurdes s'est subitement présenté comme leur protecteur. Le président turc a levé l'interdiction, instaurée par le régime militaire, qui frappait la lan-

gue kurde, et a initié une discussion aux contours flous sur la question kurde. Pour ce faire, il a d'abord dû vaincre les réticences de son propre parti. A la fin du mois de février 1991, Özal a déclaré approuver un "Etat fédéral" en Irak avec la participation des Kurdes. Par la suite, Talabani a proposé une rencontre à Özal. Début mars, au départ du soulèvement kurde, Özal a déclaré que cette réunion avait eu lieu secrètement en Turquie.

Il faut ajouter que l'attitude d'Özal a été accueillie favorablement par les directions kurdes réunies en conférence à Stockholm (5). Özal mettait ainsi en place un processus où il aurait joué un rôle de "protecteur de la cause kurde", passant sous silence cette question en Turquie même, au prix de quelques réformes de façade, opérant donc tout de même un tournant de grande envergure. Talabani, lui, réalisait une manœuvre diplomatique sans avoir à

comme de droite ont exprimé, paniqués, les conséquences que la politique du président pouvait avoir en Turquie même.

Autant Bush qu'Özal, ou même les dirigeants kurdes, ont été pris au dépourvu par les révoltes du sud et du nord de l'Irak. Pourtant, il s'agissait d'une simple expression de la configuration politique de l'Irak. Même Saddam n'avait pas envisagé ce développement de la situation plus que probable, puisqu'il avait armé lui-même les Kurdes face à une éventuelle action militaire turque au Nord. La rapidité de la rébellion et la reddition sans résistance de ses troupes en sont une preuve.

Le soulèvement kurde

Mais l'ordre régnait toujours à Bagdad et, malgré les bombardements alliés, l'armée était toujours en place : c'est cet élément essentiel que les directions kurdes n'avaient pas pris en compte. Incapables d'assurer le contrôle des villes du Kurdistan qu'ils avaient conquises avec des forces irrégulières, les dirigeants kurdes n'ont pas pu organiser la défense de ces agglomérations, et utiliser les armes saisies. Organiser des coups de mains dans les montagnes, se battre comme une armée et défendre



changer radicalement son propre point de vue ; tout en soulignant que les frontières actuelles ne pourraient être modifiées, pour le moment, il pouvait insister sur la nécessité d'Etats fédératifs démocratiques dans la région. Malgré les pressions du gouvernement turc, Talabani se refusait à définir le Parti ouvrier kurde (PKK), qui dirige la lutte kurde en Turquie, comme un mouvement terroriste, précisant au contraire qu'il s'agissait d'un groupe "révolutionnaire patriotique" (6).

Özal, dont les projets pour les Kurdes de Turquie se limitent à une reconnaissance de leurs droits culturels, était prêt à devenir le garant d'un Kurdistan autonome en Irak, sans tenir compte des complications que cela pourrait entraîner dans les relations avec l'Iran. La politique d'Özal a soulevé des critiques au sein des secteurs ultra-nationalistes ou religieux de sa propre formation. Par ailleurs, les partis turcs d'opposition de gauche

des villes requièrent des structures autres que celles dont disposent actuellement les Kurdes. Par ailleurs, l'armée irakienne était quasiment intacte. C'est ainsi que des millions de personnes ont dû prendre la fuite, prises de panique, l'armée de Saddam à leurs trousses. En face, le gouvernement turc était tout aussi paniqué à l'idée d'une réunification de fait des Kurdes dans le Kurdistan de Turquie. Özal croyait avoir joué la carte kurde au nom des Etats-Unis, mais, en fait, c'est Saddam qui lui a répondu ironiquement en poussant des centaines de milliers de Kurdes à sa frontière.

Les données de la région ont été bouleversées une fois de plus. La tragédie des Kurdes, largement médiatisée, a poussé les Etats-Unis à changer d'attitude et,

5) Une première conférence de ce type avait déjà eu lieu à Paris en 1990.

6) *Milliyet*, 23 mars 1991.

cette fois-ci, les Kurdes ont été pris sous protection militaire dans une enclave le long de la frontière.

Nouveau coup de théâtre : le 20 avril 1991, on apprenait qu'une délégation kurde dirigée par Talabani et composée de représentants de l'UPK, du PDK, du Parti populaire démocratique kurde et du Parti socialiste du Kurdistan s'était rendue à Bagdad pour négocier la proposition de la création d'un « *pouvoir démocratique pluraliste et constitutionnel et l'octroi d'une autonomie élargie aux Kurdes dans le cadre d'un régime irakien fédératif* ». Les dirigeants kurdes ont souligné qu'ils allaient insister sur l'ensemble des droits d'autonomie conquis avec la déclaration du 11 mars 1970.

Les tentatives pour régler les questions régionales dans le cadre des régimes existants se poursuivent donc avec de nouvelles surprises. Cette recherche de compromis sur la question nationale dans le cadre des régimes en place est aussi significative quant à la nature des directions kurdes traditionnelles aux commandes depuis des décennies. En effet, comment résoudre ce problème national par l'entremise de l'impérialisme, du gouvernement turc ou de Saddam Hussein ?

Il est impossible d'assurer l'avenir des peuples, qui coexistent au Moyen-Orient, et ont vécu suffisamment d'expériences tragiques, au détriment les uns des autres.

Il ne faut pas sous-estimer les conséquences des négociations entre Saddam et les directions kurdes. Mais il est clair que la question kurde ne pourra être résolue dans le cadre du rapport de forces actuel, sans l'émergence d'un courant politique indépendant. Même l'autonomie dans le cadre régional présent sera trop étroite pour les Kurdes. Nous ne sommes qu'au début d'un processus de recomposition et de reconstruction de la nation kurde. L'idée qu'il faut intégrer ce processus dans une démocratisation d'ensemble de la région commence à faire son chemin. ★

Istanbul,
24 avril 1991



Des siècles de luttes

IVe siècle avant JC : Le Grec Xenophon mentionne le peuple des Kardouxoi, dont la langue est indo-européenne.

Xe siècle : Convertis à l'Islam, les Kurdes forment quelques principautés.

XIIIe-XVe siècles : Les conquêtes mongoles et turques repoussent les Kurdes dans les montagnes.

XVe-XIXe siècles : A partir de 1514, les principautés kurdes deviennent des protectorats turcs et perses. En 1639, l'accord de paix entre Ottomans et Perses partage le Kurdistan en deux zones d'influence.

XIXe siècle : Les guerres turco-russe et turco-perses sur le territoire kurde stimulent le sentiment national. Entre 1804 et 1878, on compte pas moins de cinquante révoltes.

1912 : Fondation du premier parti kurde authentique. Les Kurdes demandent l'aide des Britanniques contre la brutale "assimilation" par les Ottomans.

Novembre 1918 : Fin de la Première Guerre mondiale et démembrement de l'empire ottoman, au profit des puissances impérialistes.

1920 : A la conférence de Sèvres, les Kurdes demandent un Etat.

Août 1921 : Le haut-commissaire britannique Sir Percy Cox organise un référendum et l'émir Fayçal, fils du chérif de La Mecque devient roi d'Irak.

1923 : Le traité de Lausanne accorde aux Kurdes le droit à l'autodétermination en Turquie et dans la région de Mossoul. En fait, leurs revendications sont mises de côté.

1924 : Ataturk interdit toute manifestation culturelle et sociale kurde.

1930 : Fin du mandat britannique sur l'Irak.

1937 : Le pacte de Saadabad entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan prévoit, entre autres, une coordination de la lutte contre la subversion et l'irréductibilité kurde.

1943 : Moustapha Barzani se soulève dans la région Barzan de l'Irak. Les Britanniques répriment la rébellion.

1945 : Nouveau soulèvement de Barzani, obligé de se réfugier en Iran.

Janvier 1946 : Fondation de l'éphémère République kurde de Mahabad en Iran, avec l'appui de l'Union soviétique. Dès décembre, les troupes iraniennes mettent fin à cette expérience.

1947 : Barzani se réfugie en Union soviétique.

14 juillet 1958 : Abdel Karim Kassem renverse le roi Fayçal. La Constitution prévoit des droits pour les Kurdes.

1959 : Barzani revient de Moscou.

Septembre 1961 : Début de la révolte kurde en Irak menée par Barzani.

Février 1963 : Assassinat de Kassem. Les négociations avec les Kurdes reprennent.

1968 : Nouveau soulèvement kurde en Irak.

1969 : Répression turque contre la renaissance du mouvement kurde.

11 mars 1970 : En Irak, après un régime transitoire de quatre ans, le cessez-le-feu entre en vigueur avec une autonomie totale pour les Kurdes.

Septembre 1971 : Le chah d'Iran s'empare de deux petites îles sur le Chatt-el-Arab.

1972 : Pacte entre Moscou et Bagdad à la suite duquel s'opère un rapprochement entre l'Iran, les Etats-Unis et Barzani.

1974 : Nouveaux affrontements en Irak.

6 mars 1975 : Pacte d'Alger. Le chah d'Iran promet de retirer son soutien aux Kurdes en échange des îles sur le Chatt-el-Arab.

22 mars 1975 : Après avoir rencontré le chah, Barzani dépose les armes. 40 000 *pershmergas* et 300 000 Kurdes d'Irak se réfugient en Iran.

1976 : L'UPK de Talabani commence des actions de guérilla en Irak.

1979 : La révolution islamique iranienne se tourne contre le mouvement kurde qui se redresse à la faveur du renversement du chah. Pour Khomeiny, les Kurdes sont des « *enfants de Satan* ».

1983-86 : L'armée turque bombarde les Kurdes. Le PKK devient le principal parti de la résistance kurde en Turquie.

17 mars 1988 : Massacre de Halabja, 5 000 Kurdes sont gazés par l'armée de Saddam Hussein.

20 août 1988 : Fin de la guerre entre l'Iran et l'Irak.

25 août 1988 : Attaques de l'armée irakienne contre le Kurdistan. Des dizaines de milliers de Kurdes se réfugient en Turquie, où ils sont toujours dans des camps.

Février 1991 : Le gouvernement turc autorise les Kurdes à parler leur langue.

Mars 1991 : Les Kurdes d'Irak se soulèvent en masse contre le régime de Saddam Hussein, à la suite de sa défaite contre l'armée impérialiste.

La "jamahiriyya" et l'ordre mondial

L'agression américaine contre Tripoli et Benghazi, en 1986, le raid de l'aviation de l'"empire du mal" en 1988 dans le "Golfe du défilé" (1) étaient destinés à lancer des avertissements à un régime qui a longtemps gêné l'impérialisme par son "imprévisibilité", doublée d'une politique d'armement importante, et par son soutien à divers groupes nationalistes ou anti-impérialistes. Les agressions reaganiennes préfiguraient l'expédition punitive contre l'Irak. L'attitude du régime libyen pendant le conflit du Golfe (dénonciation de l'annexion du Koweït par l'Irak et de l'agression américaine, tentatives de médiation dans le cadre de la "solution arabe", etc.) a été conspuée par les manifestants du Sud tunisien aux cris de « Bush, Mitterrand : assassins, Gorbatchev-Kadhafi : traîtres ! » Dans le même temps, les médias des bourgeoisies voisines ne tarissaient pas d'éloges pour le "retour à la raison de Kadhafi".

Luiza MARIA



JUSQU'EN 1980, la Libye a connu une prospérité due à des recettes pétrolières exceptionnelles. Cette rente a été redistribuée, dans des proportions inédites pour un Etat bourgeois ; redistribution qui vise un égalitarisme fondé sur une base culturelle traditionnelle et qui assure au régime une cohésion sociale nommée *jamahiriyya** et une paix sociale, baptisée, dans la foulée, "révolution". Une autre part de cette rente a été orientée vers le soutien à divers mouvements de libération, dans une optique d'instrumentalisation de ces derniers — l'aide fort exhibitionniste de la Libye lui permet de faire pression sur l'impérialisme, dans l'intérêt de l'Etat libyen, s'entend.

La récession pétrolière a ébranlé tout l'édifice libyen et s'est traduite par l'expulsion brutale des travailleurs immigrés, en 1985, appelés lors du "boom" des années 70. La disproportion entre la rente et la main-d'œuvre disponible localement était importante ; les Libyens, traditionnellement éleveurs ou agriculteurs, s'étaient massivement réorientés vers l'administration. Le pays avait dû faire appel pour les travaux publics à 20 000 Coréens, 12 000 Thaïs et 8 000 Philippins ; pour les transports routiers, à 50 000 Turcs ; et pour les fermes d'Etat, à 17 000 Pakistanais et 18 000 Indiens, tan-

dis que les Tunisiens fournissaient le gros de la main-d'œuvre du commerce et de l'industrie et que 140 000 Egyptiens assuraient l'éducation nationale et travaillaient dans l'administration (2).

Les réserves monétaires sont passées de 13 milliards de dollars, en 1980, à 500 millions de dollars, en 1986. Les impayés de l'Etat envers les entreprises étrangères se montent à 4 milliards de dollars et sa dette militaire à l'égard de l'Union soviétique se chiffrait à 5 milliards de dollars (selon le *Journal de l'Economie africaine* n° 77), pour un pays jusqu'alors considéré en voie de développement.

La "restructuration"

L'amorce de la crise pétrolière a poussé le régime à des réformes économiques et démocratiques ainsi qu'à une réorientation de sa politique étrangère. Dans une première phase, les projets de développement et d'équipement, ainsi que le volume des importations ont été réduits. La propagande a essayé de mettre le peuple au travail, supprimé le petit commerce privé (où pourrait-il s'approvisionner ?) et le cadastre, puisque « *la terre n'est à personne* ».

La baisse des échanges commerciaux avec les pays impérialistes, et l'isolement de la Libye, qui savait qu'elle ne pouvait pas compter sur une solidarité arabe en raison de la réduction de la part des pays arabes sur le marché pétrolier, la fracture au sein de ces derniers opérée par les accords de Camp David entre Israël et

l'Egypte, ont préparé le terrain à une série d'agressions américaines : embargo sur le brut, blocus économique, gel des avoirs libyens dans diverses banques (américaines et italiennes), affaire de Rabta (3), passée sous silence par les bourgeoisies arabes, et pourtant rentabilisable à tout moment, et guerre bactériologique. Pour la seule année 1990, la mouche rouge, dont Kadhafi attribue l'introduction en Libye aux Etats-Unis, a fait douze victimes humaines et 12 000 ovines.

L'objectif de l'auto-suffisance

La marge de manœuvre du régime se réduit progressivement. La diminution de la rente pétrolière pose le problème de la diversification des sources de revenus et du maintien de la paix sociale. C'est le début d'une relative libéralisation économique : ouverture des frontières, libre circulation des hommes et des marchandises, reprise du petit commerce et de la politique d'importation. C'est aussi l'occasion de relancer une ambitieuse politique agricole menée grâce au "peuple de Daewoo" (du nom d'une entreprise sud-coréenne de travaux publics). Jusqu'alors, la sécheresse du climat n'autorisait qu'une agriculture d'oasis en système traditionnel ; passer d'une économie rentière à l'auto-suffisance est devenu l'objectif poursuivi avec des moyens techniques modernes. A la politique des "champs" clés en mains (4), a succédé l'irrigation des plaines de la Jaffara et de Djebel Akhdar par une rivière artificielle, pompant les nappes (100 ans de réserves), et qui devrait doubler les surfaces cultivables du pays, assurer l'auto-suffisance et propulser la Libye en tête des producteurs de céréales de la région.

Le statut de salarié a été aboli par décret et les entreprises d'Etat (commerces, fermes, etc.) ont été transformées en coopératives — bien sûr, l'"abolition du salariat" ne concerne pas les travailleurs immigrés.

Mais le bilan de ces tentatives a été décevant, et les caisses sont restées vides, la Libye a réhabilité alors le troc et payé

* Littéralement, la "République des masses". Il n'existe aucun parti politique en Libye, par décision du pouvoir. - *Le monde deviendra une jamahiriyya* » prophétisait Kadhafi sur une radio française, à l'issue de la guerre du Golfe... Prédiction ou constat ?

1) Nouveau nom du Golfe de Syrte, depuis le raid américain de 1988.

2) Chiffres de 1984.

3) Voir *Inprecor* n° 279 du 9 janvier 1989. L'usine Pharma-150, située à Rabta, présentée par le gouvernement libyen comme une usine pharmaceutique, avait été utilisée comme prétexte pour l'agression impérialiste en 1988. Reagan prétendait qu'il s'agissait d'une usine d'armes chimiques.

4) En 1979, un accord avec la société SATEC (France) a inauguré l'irrigation par pivot de 50 000 hectares.

en pétrole ; les résultats agricoles se sont fait attendre, notamment en raison du blocus sur les importations nécessaires à la réalisation de l'irrigation et au coût de l'opération contre la mouche rouge ; le malaise social, provisoirement atténué par l'ouverture de magasins bien approvisionnés, a repris sous l'impulsion de l'opposition clandestine. La "restructuration" libyenne, n'est pas la perestroïka décrite par les médias impérialistes, et n'est pas comparable à l'*Intifatah* (ouverture) algérienne ou tunisienne. Les difficultés en Libye sont dues à des facteurs externes : la baisse des prix du brut, et la baisse de la production, en principe destinée à l'endiguer ; la politique impérialiste, le blocus économique et les bombardements, ainsi que la politique étrangère libyenne, qui dilapide les ressources dans des conflits régionaux (Tchad, Ouganda, etc.). Si, dans la région, ces changements ont plutôt été imposés par des émeutes ou des grèves contre les effets de la crise économique, ou dans des pays où les intégristes maintiennent une pression destabilisatrice, ce n'est pas le cas à Tripoli où ces derniers ne constituent pas une menace réelle.

La fin des "portes artificielles"

En 1988, Kadhafi a pris les devants, annonçant la liberté et, à grands renforts de mobilisation médiatique, il a démoli les prisons ; il a libéré tous les prisonniers étrangers et des centaines de détenus libyens ; il a cessé la chasse aux opposants à l'étranger, dont il a déchiré en public les fiches de police ; il a aboli la peine de mort et les tribunaux d'exception, en vertu de la nouvelle "Charte verte des droits de l'homme" ; il a créé le prix Kadhafi de la paix décerné, en 1989, à Mandela et a permis, en 1991, une très timide liberté de la presse écrite, contrôlée par le pouvoir.

La démocratisation a vite révélé ses limites ; à peine vidées, les prisons ont été de nouveaux remplies par des milliers d'opposants, en 1990, pour la plupart intégristes wahabites ou du Parti de la révolution islamique qui exploitent le mécontentement des familles des 2 200 prisonniers du Tchad.

Après sa défaite au Tchad, son Koweït (la bande d'Aozou) entre les mains de la Cour internationale de Justice, et ses déboires au Bénin et au Sierra Leone, Kadhafi a désormais eu la politique de ses moyens : libérer le commerce extérieur exige la suppression des "portes artificielles" que constituent les postes frontières. Il a adhéré à l'Union du Maghreb arabe — l'UMA, qui rassemble le Maroc,

l'Algérie, et la Tunisie, est présidée, depuis janvier 1991, par Kadhafi — s'est réconcilié avec "la vaincue" des accords de Camp David (5) (et, dans la foulée, avec l'Organisation de libération de la Palestine, la Jordanie, l'Irak et le Liban) à qui il a offert un million d'emplois dans une optique d'immigration de peuplement, pour éviter les transferts de devises et l'indemnisation préalable des travailleurs expulsés en 1985. Il a joué un rôle dans la libération des enfants Valente, détenus par le groupe Abou Nidal, et, après le lâchage soviétique, a réintégré le concert des bourgeoisies arabes réunies au complet (moins la Syrie) avant le conflit du Golfe.

Ce conflit profite à Kadhafi : d'une part, la hausse des prix du pétrole lui fournit une manne inespérée, quoique limitée par les sanctions américaines, reconduites en 1991 pour la sixième année consécutive ; faute de capacité de production supplémentaire, il ne peut pas mettre à profit la levée des quotas décidée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) durant la guerre.

D'autre part, son opposition intégriste, gênée par ses liens avec l'Arabie saoudite, se fait fort discrète et le régime en profite pour ressouder l'unité nationale par des manifestations monstres soigneusement préparées : 1 million de manifestants, le 21 janvier 1991 (Tripoli compte 1 million d'habitants). La position libyenne est perçue comme un camouflet par les masses de la région, surtout en Tunisie (6). D'une part, Kadhafi avait parfaitement compris les menaces de Washington, le dissuadant de tout engagement militaire dans le conflit, et, par ailleurs, il souhaitait jouer un rôle dans l'UMA ; enfin, un vieux contentieux l'oppose à l'Irak.

Les "chiens errants" du Tchad

Pendant quatre ans, Israël, l'Arabie saoudite et l'Irak, avec l'accord de la France et de l'ancien président tchadien, Hissène Habré, ont participé à une tentative de déstabilisation armée contre la Libye, en entraînant militairement une Contra recrutée parmi les prisonniers de guerre libyens au Tchad. La participation irakienne était un acte de revanche contre le soutien de la Libye à l'Iran (livraisons de Scud, etc.) pendant le conflit Irak-Iran : l'Irak livra des armes à Hissène Habré et entraîna sur son territoire la Contra libyenne.

Mais la guerre du Golfe a des conséquences délicates pour les alliances de Kadhafi. Son soutien à l'opposition à Hissène Habré, menée par Idriss Deby, aboutit à l'arrivée au pouvoir de ce dernier,

avec la bénédiction de Paris qui rêve peut-être de remplacer le client irakien, insolvable, par une Libye devenue crédible. Idriss Deby doit répondre des prisonniers de guerre que la Libye veut récupérer (7). C'était sans compter sur les Etats-Unis et la France qui bafouant la charte de Genève sur les prisonniers de guerre, enlèvent sous le nez du numéro un de l'espionnage libyen, Massoud, les prisonniers, les évacuent vers le Nigéria, le Zaïre, ou le Kenya — ce dernier pays se voit remercié de son concours par l'annulation d'une dette de 40,4 millions de dollars et l'éventualité d'une annulation d'une autre dette de 38 millions de dollars en 1991 !

Par ailleurs, la junte de Khartoum, au Soudan, cliente et alliée de Kadhafi, prend une position dénoncée par l'impérialisme comme pro-irakienne. Ce dernier amorce des mesures de rétorsion économique tandis que le Caire et Ryad soutiennent, y compris financièrement l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) de John Garang contre un régime qui a entre temps... institué la *sharia* ! Kadhafi se tourne encore d'avantage vers l'UMA.

A l'issue du conflit du Golfe, l'impérialisme est divisé. La Libye apparaît désormais comme un éventuel client de la France qui désespère de trouver des marchés. C'est sans compter sur le projet américain de limitation d'exportations de technologies vers "certains" pays du tiers monde... au profit des pays de l'Est. Bush répète l'argument "reaganien" : la Libye représente « une menace extraordinaire pour la sécurité nationale et les intérêts vitaux des Etats-Unis ». C'est oublier la Communauté économique européenne (CEE), qui est liée à l'ensemble des pays méditerranéens par des accords de coopération et d'assistance financière, passés lors de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernements de 1972, accords qui excluent la Libye et l'Albanie ; les Européens, et surtout les Britanniques, subissent les pressions de Washington et n'exportent plus en Libye, d'où la pénurie de pièces de rechange dans l'industrie.

Contrairement aux affirmations de Kadhafi, à la fin de la guerre du Golfe, la Libye n'échappera pas aux conséquences du "nouvel ordre mondial". ★

10 avril 1991

5) En arabe, le Caire signifie "le victorieux". Kadhafi l'a transformé en *Makhoura* (la vaincue).

6) Voir *Inprecor* n° 319 du 23 novembre 1990.

7) Les prisonniers retournés sont appelés par Kadhafi les "chiens errants".

Syndicalistes contre Bush

Le Mexique a signé un accord de libre commerce, en janvier 1991, avec ses voisins d'Amérique centrale qui se veut le cadre d'élaboration de futures tractations bilatérales ou trilatérales, comme l'Initiative des Amériques de George Bush (voir *Inprecor* n° 316 du 12 octobre 1990). Le Mexique a ainsi décidé de jouer les "bons offices" pour le compte de l'impérialisme dans son opération de mainmise sur l'Amérique latine. A l'instar des Etats-Unis, le président Salinas de Gortari entend utiliser l'arme de la dette pétrolière des pays centraméricains à son égard (1,5 milliard de dollars) pour encourager leur participation à cette opération.

Depuis un an, des rencontres de syndicats ou de travailleurs des différentes branches industrielles commencent à se mettre sur pied en Amérique latine, aux Etats-Unis et au Canada pour riposter aux projets d'"intégration économique" des Etats-Unis.

Hector de la Cueva est conseiller du Centre de recherches du travail et d'assistance syndicale (CILAS) du Mexique.

INPRECOR : Que signifie concrètement pour l'Amérique latine, et plus particulièrement pour le Mexique, l'Accord de libre commerce (ALC), l'"intégration économique" de l'Amérique latine proposé par Bush ?

Hector de la CUEVA : Les Etats-Unis cherchent à répondre par là à la concurrence économique mondiale croissante et à asseoir leur hégémonie à tous les niveaux. L'Europe avançant vers la constitution d'un ensemble plus unifié et le Japon ayant formé un bloc autour de lui en Asie, les Etats-Unis essayent donc d'en créer un autre dans le continent américain.

L'Initiative des Amériques veut supprimer les rares obstacles qui pourraient subsister et qui empêcheraient les compagnies multinationales et le gouvernement nord-américain d'organiser l'ensemble économique du continent selon leurs besoins.

Lorsque les Etats-Unis parlent d'accords de "libre commerce" ou de la création d'un "grand marché" avec les pays latino-américains, cela n'a rien à voir avec les accords signés avec le Canada ; l'Initiative ne va

pas créer un grand marché, car les rapports qui existent entre les Etats-Unis et l'Amérique latine sont marqués par l'inégalité.

◆ **Quel est le véritable but du gouvernement des Etats-Unis ?**

D'abord, il veut contrôler ce futur marché potentiel. Ensuite, et c'est essentiel, les Etats-Unis veulent pouvoir compter sur une main-d'œuvre à bon marché pour pouvoir concurrencer les autres blocs économiques. Enfin, le gouvernement Bush veut exercer une pression à la baisse sur le niveau de vie et les acquis de la classe ouvrière au Canada et aux Etats-Unis mêmes.

Le Traité de libre commerce (TLC), signé entre les Etats-Unis et le Canada, a déjà conduit des milliers de travailleurs canadiens au chômage (on parle de 15 000 licenciements). La bourgeoisie canadienne a profité de la signature de cet accord pour porter un coup au niveau de vie des travailleurs, à leurs acquis, à la sécurité sociale, etc., qui étaient un peu supérieurs à ceux des ouvriers des Etats-Unis. On assiste à un processus de nivellement du niveau de

vie par le bas qui, avec les accords de libre commerce, descendra du Nord vers le Sud.

Les multinationales exercent un chantage contre les travailleurs ; les Canadiens seront ainsi contraints d'accepter des conditions de travail plus mauvaises, sinon les usines fermeront et partiront au sud des Etats-Unis — c'est là que réside le chantage. Si les salariés nord-américains n'acceptent pas des salaires plus bas, les sociétés ferment et déménagent, elles se transforment en *maquiladoras* (1), au nord du Mexique ou ailleurs si la force de travail est meilleur marché — l'Initiative des Amériques tend à devenir continentale.

◆ **Si cet accord a déjà frappé les intérêts des travailleurs de deux des sept pays les plus puissants du monde occidental, que deviendront les ouvriers latino-américains ?**

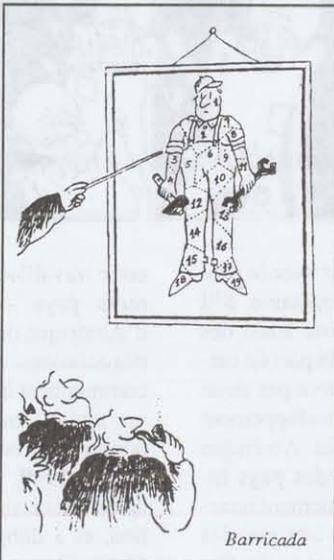
Au Mexique, comme ailleurs en Amérique latine, la signature des accords de libre commerce maintiendra un niveau de vie très bas car le seul atout d'un pays comme le nôtre pour entrer dans la concurrence du marché ouvert réside dans l'existence d'une force de travail bon marché. Nos gouvernements s'efforcent donc de préserver des salaires dérisoires.

Les travailleurs des pays industrialisés, eux, se verront contraints d'accepter des conditions de travail plus mauvaises, et ceux d'Amérique latine auront à peine de quoi survivre.

Cette détérioration est la conséquence directe des projets économiques qui sont appliqués en Amérique latine — avec la multiplication des *maquiladoras* au Mexique (en quelques années, le nombre de leurs employés est passé de 100 000 à 500 000), où les ouvriers n'ont aucune protection sociale et de très mauvaises conditions de travail ; le niveau de syndicalisation y est très faible. Comme les travailleurs mexicains ont malgré tout arraché une série d'acquis, il faut se battre pour qu'ils soient étendus à ce secteur.

Les accords de libre commerce frappent aussi les patrons des petites et moyennes entreprises. Au Mexique, des branches industrielles comme celles des jouets, des chaussures ou du textile déprissent depuis le début des années 80 à cause du changement de la loi sur les investissements étrangers et de l'ouverture de nos frontières à d'autres pays qui ont pu ainsi faire entrer des marchandises. Avec l'ALC cette situation va s'aggraver ;

1) Les *maquiladoras* sont les zones franches au Mexique. Voir notre dossier sur les zones franches et, notamment, sur les *maquiladoras*, dans *Inprecor* n° 319 du 23 novembre 1990.



les grandes multinationales et leurs associés locaux en seront les grands bénéficiaires.

◆ *Cette offensive prend évidemment d'autres formes...*

On assiste à l'émergence d'autres phénomènes, dont celui de la privatisation à grande échelle. Au Mexique, presque 85 % des entreprises nationalisées ont déjà été cédées ou sont en vente. Il est aussi question d'un "accord national de productivité", qui chercherait à imposer des normes aux syndicats pour accroître la productivité sans augmenter les salaires. Les lois du travail vont aussi être bientôt modifiées.

En même temps, dans certains pays, des espèces de "programmes sociaux" sont appliqués qui, outre leurs objectifs politiques, cherchent à substituer les droits acquis et établis par les lois et les institutions par la charité publique, dans un budget que l'Etat consacrerait prétendument à l'aide des secteurs les plus démunis. Cela fait partie de la logique de démantèlement de l'Etat-providence et de son remplacement par ce qu'on appelle au Mexique l'"Etat solidaire" — un Etat qui détient très peu de choses et censé canaliser des ressources pour les plus défavorisés. Au Mexique, il y a déjà un programme national de solidarité, et au Pérou un programme social de compensation.

En somme, les Etats-Unis essayent de mettre toute l'Amérique au même niveau : nivellement des niveaux de productivité, des méthodes de travail, etc. Seuls les salaires seraient différenciés : les travailleurs mexicains gagnent toujours onze ou douze fois moins que les Nord-Américains.

◆ *Mais où en est exactement ce processus d'intégration économique ?*

Dans certains pays, dont le Mexique, les négociations avancent plus vite. Les objectifs sont bien définis ; dans le dernier rapport de son gouvernement, le président Salinas de Gortari a défini très clairement les choses : « *Nous voulons que le Mexique fasse partie du "premier monde" et non du tiers monde.* » Mais il tente d'y parvenir non pas par un développement indépendant du pays, mais, au contraire, par une subordination totale et absolue à l'impérialisme nord-américain. Le Mexique essaye d'entrer dans le "premier monde" au même titre que Puerto Rico, qui est un pays totalement subordonné. Les négociations du libre commerce signifient une violation de la souveraineté nationale.

Le Mexique sert, en outre, de plate-

Réservé aux "non communistes"

En janvier 1984, le gouvernement des Etats-Unis lançait l'Initiative du bassin caraïbe ; le 9 novembre 1990, George Bush décidait que le Nicaragua pourrait enfin y accéder et avoir ainsi accès au marché nord-américain (aux conditions draconiennes et plus que protectionnistes posées par l'oncle Sam, évidemment) et "accueillir" capitaux et entreprises de ce pays.

En effet, le gouvernement de Violeta Chamorro semble aujourd'hui remplir les conditions fixées par l'impérialisme qui réserve son "initiative" aux pays « non communistes » ; qui n'ont pas touché aux « propriétés des Etats-Unis » ; qui collaborent avec eux dans la lutte contre le trafic de drogue ; qui ne favorisent pas d' « autres pays développés qui auraient une politique aux intérêts commerciaux des Etats-Unis », etc. Mais le président nord-américain « est autorisé à entreprendre ces conditions pour des raisons d'intérêt économique ou pour la sécurité nationale ».

L'Initiative du bassin caraïbe (comme celle qui vise l'ensemble de l'Amérique latine) est évidemment une nouvelle stratégie impérialiste pour rétablir et moderniser les mécanismes de domination des Etats-Unis — ces derniers expliquent tout simplement que l'Amérique centrale et les Caraïbes sont leur "marché naturel".

Dans le cas précis du Nicaragua, l'admission dans l'Initiative s'accompagnera de nouvelles mesures d'ajustement (qui viendront s'ajouter à celles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale avaient déjà commencé à lui imposer) et permettra l'arrivée de certains produits nicaraguayens sur le marché des Etats-Unis (fruits, plantes d'intérieur — sic ! —). Le gouvernement de l'Union nationale d'opposition a déjà annoncé son intention de rouvrir des zones franches d'industries textiles au Nicaragua. ★

Source : *Barricada*, janvier 1991

forme pour faire avancer l'Initiative des Amériques dans le reste du continent. Des négociations ont récemment commencé avec les pays d'Amérique centrale ; le président Salinas a voyagé en Amérique

du Sud pour encourager des accords de libre commerce avec différents pays. Ce faisant, il ne cherche pas à mettre sur pied un marché latino-américain, qui s'opposerait à l'intégration prônée par les Etats-Unis, mais un marché qui permettra à l'Initiative de commencer à passer des accords avec différents pays et à faciliter l'intégration dans le projet nord-américain.

Le gouvernement mexicain pave le chemin pour les Etats-Unis, espérant ainsi devenir un pont entre l'impérialisme et le reste du continent.

Cette zone de "libre commerce" n'a rien à voir avec le projet d'union économique européenne. S'il est vrai qu'en Europe il existe aussi des tentations hégémoniques de la part de certains pays, les inégalités ne sont pas aussi marquées, les pays ont un développement plus ou moins similaire. En Amérique cette "unité" se ferait entre des pays industrialisés et d'autres extrêmement retardés ; elle serait subordonnée aux grandes multinationales des Etats-Unis et du Ca-

nada. A ce niveau, il faut veiller à faire la différence entre la défense des droits des travailleurs, même de ceux du Canada et des Etats-Unis, et l'apparition de manifestations chauvines — on a déjà vu des

campagnes de ce type, et ce n'est sûrement pas une alternative. En ce qui concerne le Canada, nous pouvons être d'accord avec les propositions de nombreux syndicats qui s'opposent à l'intégration, mais nous ne sommes sûrement pas d'accord pour opposer le "nationalisme canadien" au "nationalisme mexicain" !

◆ *Concrètement, quelle peut-être la réponse des travailleurs et des syndicats au projet de Bush ?*

Les contacts, les liens et les rencontres entre travailleurs et syndicalistes de différents pays — notamment avec ceux d'Amérique du Nord, pays avec lequel les négociations sont le plus avancées — commencent à se généraliser ; il faut trouver une alternative par ce biais pour répondre au processus d'intégration.

En 1990, une rencontre de syndicalistes mexicains et canadiens a déjà eu lieu, et a débouché sur un communiqué commun concernant l'Accord de libre



commerce. Il y a aussi eu une réunion entre des syndicalistes nord-américains et mexicains, en présence de certains Canadiens. En 1991, une rencontre Canada/ Etats-Unis/Mexique devrait avoir lieu ; des réunions de branches ou du secteur des services sont en préparation pour chercher des solutions communes, et surtout pour briser la concurrence que les multinationales et l'impérialisme tentent de faire passer avant les intérêts des salariés nord-américains ou latino-américains ; il faut y opposer la solidarité et la coopération.

Même s'il n'existe pas encore d'alternative ou de riposte globale, ce type de contacts doit s'engager dans tout le continent, avec des pays aussi importants que le Brésil.

Les réponses que doivent apporter les travailleurs se situent à trois niveaux. D'abord, ils doivent montrer leur opposition politique claire et nette au projet de Bush, car il est de nature totalement antidémocratique — au Mexique, par exemple, l'accord n'a été soumis ni à la population, ni à ses représentants politiques ou sociaux ; il a été négocié par les gouvernements, les multinationales et leurs acolytes locaux. Ensuite, il faut souligner que ce processus d'intégration affecte les économies nationales et les subordonne aux grandes compagnies transnationales. Face à cela, il ne s'agit pas d'adopter une position autarcique et de dire que chaque pays peut se débrouiller tout seul, mais d'empêcher que ces accords entravent la possibilité d'un développement indépendant des pays latino-américains. Le Mexique pourrait demander, par exemple, que des mesures de compensation soient établies par rapport à sa dette extérieure ou à d'autres éléments qui ont aggravé son retard économique ; de telles conditions pourraient être imposées dans toutes les négociations qui seraient entreprises avec d'autres pays.

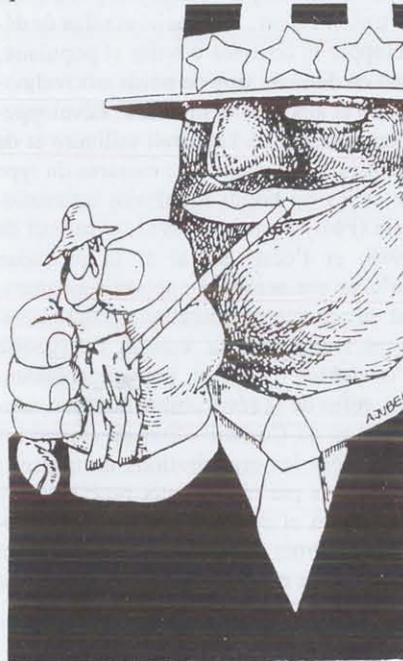
La subordination économique vis-à-vis des Etats-Unis imposée à l'Amérique latine porte atteinte à sa souveraineté, cela peut avoir des répercussions dans le domaine politique.

Cependant, dans la mesure où ce projet d'intégration économique avance, et étant donné que le rapport de forces actuel ne permet pas de songer à le mettre en échec, il faut se préparer à y répondre dans la pratique.

Les organisations sociales doivent faire des propositions concrètes de négociation, en ce qui concerne la main-d'œuvre, par exemple. Les Etats-Unis exercent aussi une pression importante sur le Mexique pour que l'Accord inclue le pétrole — jusqu'à présent le gouvernement mexicain s'y est refusé. Le problème de

l'émigration des travailleurs mexicains en direction des Etats-Unis rentre aussi dans ce cadre. Il faut se battre pour que les salaires soient nivelés par le haut, et non par le bas. S'il y a des accords sur le libre commerce et la productivité, il faut que les salaires augmentent et que les conditions de travail et de vie soient haussées au niveau du Nord. Il doit en être de même pour les droits des travailleurs ou pour des problèmes comme celui de l'environnement.

Les compagnies étrangères, soumises à de sévères réglementations en matière de protection de l'environnement aux Etats-Unis, ferment souvent leurs portes dans ce pays et se déplacent au Mexique où elles déversent leurs déchets toxiques et polluent l'environnement. Il faut donc que, dans ce domaine aussi, les lois soient



les mêmes, pour que les patrons nord-américains ne puissent pas échapper aux réglementations en vigueur chez eux et s'en aller polluer ailleurs. La législation du travail et les droits de l'homme sont aussi de plus en plus violés chez nous ; les organisations sociales et les syndicats doivent en exiger le respect. Tout cela ne peut être arraché que par des luttes.

Tout ce qui est en train d'être mis en œuvre dans nos pays fait partie d'une stratégie parfaitement dessinée par les multinationales : les syndicats et les travailleurs doivent agir de même et opposer à ce projet des stratégies communes, une "transnationalisation" des syndicats, qui dépasseraient ainsi les frontières.

◆ *Mais, dans la situation actuelle, ce n'est pas facile...*

Effectivement, ce sera difficile et compliqué. Aux Etats-Unis et au Canada,

on a déjà assisté à des expériences de ce genre et les résultats n'ont pas été excellents — le syndicat de l'automobile du Canada a fini par se séparer de son homologue des Etats-Unis.

Mais on peut avancer dans la mise en œuvre d'actions, de revendications et de plate-formes communes, d'accords de coopération : tout cela est possible et nécessaire.

Nous avons déjà effectué des pas en ce sens qui ont débouché sur les rencontres que j'ai citées. Ce qui a été fait dans le groupe Ford constitue un bon exemple : le syndicat canadien, certaines sections de celui des Etats-Unis et des travailleurs de Ford au Mexique ont décidé que le 8 janvier serait dorénavant la journée internationale des travailleurs de Ford (le 8 janvier 1990, les hommes de main de la Confédération des travailleurs du Mexique — CTM — avaient agressé les travailleurs de la Ford de Cuautitlan, au Mexique, faisant neuf blessés et un mort ; après cette attaque, les travailleurs de la Ford de Mexico ont poursuivi leur mouvement). Cette date est devenue un symbole, et tous les travailleurs de Ford au Mexique, aux Etats-Unis et au Canada portent un bandeau avec le nom du travailleur mort : Cleto. Une telle initiative montre que l'on peut réaliser des actions ouvrières internationales concrètes ; cet exemple peut être étendu à différentes branches et à d'autres pays.

On peut passer de manifestations symboliques à des actions plus importantes et à une plus grande coordination en matière de rencontres de branche. Une réunion avec des travailleurs de l'automobile de différents pays du continent, dont le Brésil, est déjà prévue ; ainsi que dans le secteur des télécommunications. De telles coordinations devraient déboucher sur des engagements, des accords, des déclarations ou des actions conjointes.

Il est essentiel de développer ce type d'initiatives ; c'est de là que peut émerger une alternative concrète, qui ne soit pas seulement idéologique.

Les travailleurs des Etats-Unis et du Canada commencent à prendre conscience de cette nécessité. Lors d'une rencontre dans le Minnesota, aux Etats-Unis, un appel « *Pour la solidarité et contre la concurrence* » a été lancé.

Les syndicalistes nord-américains ont compris que la meilleure façon de défendre l'ensemble des salariés était de se battre pour tous ceux d'en bas ; ce n'est qu'ainsi que l'on préservera les conditions de vie, et que l'on arrêtera les chantages et les lock-out. ★

Février 1991

Propos recueillis par Gonzalo Molina



PARMI les "modérés", on trouve notamment l'ancien ministre sandiniste Alejandro Martinez Cuenca, Edmundo Jarquin (vice-président du groupe parlementaire sandiniste), Rafael Solis (ancien secrétaire de l'Assemblée nationale), Herty Lewites (ancien ministre du Tourisme), appuyés par Sergio Ramirez (vice-président sandiniste de la République et actuel président du groupe parlementaire, proche d'Humberto Ortega et du commandant Victor Tirado, deux anciens tercéristes de la direction nationale du FSLN). Ils développent tous une politique en contradiction flagrante, tant avec le programme historique du FSLN de 1969 (qu'ils considèrent périmé) qu'avec la déclaration d'El Crucero, adoptée par l'Assemblée sandiniste après la défaite électorale, en juin 1990.

Pendant de longs mois, leurs prises de position n'ont été désavouées ni par la direction du Front en tant que telle, ni par aucun de ses membres.

Cette situation est inquiétante et soulève des critiques répétées de beaucoup de militants qui déplorent l'absence de positions claires de la part de leur direction.

La récente déclaration radicale que Daniel Ortega a faite au nom de cette instance, le 10 avril 1991 (que nous reproduirons dans une prochaine édition d'*Inprecor*) semble indiquer une inflexion à gauche. Mais marque-t-elle un véritable tournant ? Ou vise-t-elle à mettre sous pression le gouvernement, et à rencontrer le mécontentement de la base et de nombre de cadres dans la perspective du congrès de juillet ?

Le caractère public, critique et polémique du débat qui se développe dans le FSLN à l'approche de son premier congrès témoigne de la vitalité d'un parti qui a dirigé une authentique révolution populaire, qui a exercé le pouvoir dans des conditions de grande adversité et qui a été fortement éprouvé par la défaite électorale de février 1990.

Le déficit démocratique

Le FSLN paie lourdement son insuffisance de débats démocratiques internes pendant onze années d'exercice du pouvoir. Le verticalisme, résumé par le mot d'ordre « *Direction nationale, ordonne !* », fondait les rapports entre celle-ci et l'Assemblée sandiniste (120 membres, renforcés par de nouveaux venus pour la réunion d'El Crucero) ; direction nationale-directions des organisations sandinistes de masse et de l'organisation de jeunesse ; et avec les structures interné-

diaires et de base. Ce verticalisme a été, à tort, justifié par l'état de guerre.

Autre élément du caractère vicié de ce fonctionnement : le lien intime entre l'Etat et le Parti. Enfin, l'incapacité ou le refus d'adopter une plate-forme marxiste claire et de donner une formation dans ce sens à ses cadres et à ses militants (ceux qui se réclament du marxisme ne sont vraiment plus légion dans le FSLN) a aussi pesé négativement.

Tout cela a empêché le FSLN d'éviter ou de corriger à temps les erreurs graves commises au cours des années pendant lesquelles il a exercé le pouvoir : mauvaise compréhension de la question paysanne ; erreurs commises vis-à-vis des minorités indigènes de la côte Atlantique ; liens avec les organisations de masse, souvent conçues comme des courroies de transmission ; incapacité et refus de développer le contrôle ouvrier et populaire, tout en donnant trop de poids aux technocrates et aux administrateurs ; développement exagéré de l'appareil militaire et de ses privilèges matériels ; mesures du type de celles du Fonds monétaire internationale (FMI) à partir de 1985, et surtout de 1988, et l'écart social et la récession qu'elles ont accentué ; apport fondamental du modèle démocratique progressivement restreint à sa version bourgeoise (Assemblée nationale, pouvoir présidentiel, refus de la révocabilité des élus, suppression du Conseil d'Etat où étaient représentées les organisations de masse) ; retard pris par rapport aux problèmes de la religion et de l'Eglise (alors qu'au départ, le Front avait une compréhension aiguë de la question) ; et triomphalisme de la campagne électorale de 1990.

Qui doit être au Front ?

A l'occasion du débat public, Gioconda Belli, écrivain et militante sandiniste, se demandait si le FSLN était un front, un parti, ou les deux à la fois : « *Pour certains, le FSLN est ou était une organisation structurée autour d'une idéologie de gauche, avec une base marxiste ; pour d'autres, le FSLN est un parti où tous les Nicaraguayens qui aiment leur patrie ont leur place, sans distinction aucune entre propriétaires, chrétiens, évangélistes ou paysans pauvres. Ces deux positions ont été avalisées par la direction nationale et, cependant, elles représentent des optiques très différentes qui, en pratique, devraient conduire à des formes organisationnelles distinctes — selon la conception marxiste-léniniste, la communauté de vues idéologiques au sein du parti est une condition sine qua non, qui donne la possibilité de structurer un programme déterminé qui, historiquement, conduit à la*

Front ou que ch

L'ancrage révolutionnaire du Front reste vivace mais il est fortement remis en question. Les militants qui défendent le projet révolutionnaire sur une importante mobilisation sociale ont dirigé la politique d'austérité appliquée basée sur la recherche d'un consensus avec les intérêts des secteurs populaires. Ce réformiste modéré qui ne tient pas compte du fait qu'il subissent un capitalisme qui, lui, n'a rien d'apôtres d'un co-gouvernement avec le peuple ou, en tout cas, avec ses intérêts. Les militants qui défendent le projet révolutionnaire sur une importante mobilisation sociale ont fait preuve d'autant de cohérence que de la ligne

Eric TOULON

prise du pouvoir par les travailleurs (...). L'autre position, au contraire, correspond plus à une structure de front ou de parti électoral : tous peuvent se reconnaître dans le drapeau du sandinisme et tant les propriétaires que les salariés doivent attendre du parti qu'il représente leurs intérêts antagoniques » (1).

G. Belli penche visiblement pour un parti révolutionnaire, capable de faire front, notamment en période électorale. Par ailleurs, elle indique les effets néfastes de la confusion parti/front : « *La discipline de parti est une illusion, précisément dans la mesure où il n'existe pas de communauté idéologique en tant que base consciente de la discipline, celle-ci n'est pas comprise de la même manière par tous (...). L'appel à la discipline devient un levier de pouvoir, un mécanisme de répression à travers lequel la ligne du parti*



Le parti : le choix ?

... sandiniste de libération nationale (FSLN) en question par certains de ses leaders qui ont été rattachés par les sandinistes à partir de 1988, avec la bourgeoisie, au détriment des dirigeants qui développent un discours de la misère des Nicaraguayens qui est plus modéré ; certains se sont même regroupés dans l'Union nationale d'opposition (UNO), secteurs les plus modérés. Le programme révolutionnaire du Front peuvent s'appuyer sur ceux qu'ils dirigent ; mais, apparemment, ils ne se font pas d'esprit offensif que les tenants de la ligne plus modérée.

SAINT

... se transforme en un dogme respecté par peur et non par conviction. Au lieu d'être enrichie, la ligne devient une camisole de force ».

Gioconda Belli en expose également les conséquences dans le domaine de la formation : « Ce problème de la double structure — front et parti d'avant-garde — s'exprima déjà au début des années 80 quand (...) l'éducation s'est "désidéologisée", devenant l'étude de mécanique et pauvre de la conjoncture, ce qui a déterminé une pratique empirique. (...) »

Elle montre ensuite la contradiction qui réside dans le fait que le FSLN, à partir de 1984, a adopté un programme essentiellement électoral, s'adressant à tous les secteurs en âge de voter, sans pour autant renoncer à son orientation socialiste selon laquelle les travailleurs doivent être hégémoniques.

Elle conclue par un appel aux mili-

tants : « Sans nier ce qui peut être valable et récupérable, il faut voir aussi les effets négatifs et avancer vers une synthèse, car actuellement l'hétérogénéité de la schizophrénie entre parti et front ne permet pas au FSLN d'être un parti avec un projet social au service des travailleurs, ni un front large qui, tout en conservant un projet de profondes transformations sociales, peut en appeler aux suffrages de vastes secteurs de la population. »

Abordant le même thème que Gioconda Belli, Rosario Murillo, directrice du supplément culturel de *Barricada*, Ventana, poète et ancienne compagne de Daniel Ortega, a dressé un constat accusateur de l'état du FSLN : « A l'intérieur du Front, on retrouve aussi bien des sandinistes que des non-sandinistes. Millionnaires et miséreux (2). Ames de Dieu et âmes du diable (...). Oui, Messieurs, le Front sandiniste est actuellement un front, et comme front, où l'on trouve de tout, c'est, en ce moment, un tas de merde » (3).

On trouve de tout au FSLN !

R. Murillo souligne la nécessité du projet et de la pratique révolutionnaires : « Être révolutionnaire, rouge, communiste, camarade, aspirer à la révolution dans le tiers (et dans l'ensemble du) monde est une question d'âme, de vie et de cœur. » Elle s'attaque ensuite à l'aile modérée du Front, qui prend prétexte de la crise dudit camp socialiste pour renvoyer aux calendes grecques la perspective révolutionnaire : « Il y a ceux qui considèrent que [la révolution, ndr] est un snobisme bon marché. Il y a les "modernes", qui passent maintenant par le chic anti-radical. Par le centre, disent-ils. Pour arriver plus rapidement... Mais peut-on savoir où ? Le monde, c'est vrai, a changé. Les Soviétiques renient leurs propres mensonges ou vérités, ils ne veulent plus s'appeler ni soviétiques, ni socialistes, ni rouges. Mais la révolution, ce n'est pas l'extension à travers le monde du modèle soviétique, et cela, le Nicaragua l'a bien compris. (...) Le communisme est tombé dans les pays de l'Est ? Très bien ! Mais, le Nicaragua a-t-il jamais été à l'Est ? Le communisme y a-t-il jamais régné ? »

R. Murillo désigne ensuite avec plus de précision ceux qu'elle dénonce : « Nous avons parlé du Front sandiniste et de son spectre large, ce que certains appellent sa diversité idéologique. En son sein, les millionnaires aspirent à faire des millions, pour aider les autres, disent-ils (comme patrons, bien sûr) (4). En son sein, il y a des politicards (...) qui désirent, à l'aide de vieilles méthodes (que maintenant ils appellent modernes), tromper les autres. »

Enfin, R. Murillo conclue son brûlot sur les enjeux du congrès : « Nous devons définir cette année si ce front va être un front de sandinistes ou de "confusionnistes", de pragmatiques ou de parasites, de caméléons ou de vérités, de millionnaires ou de travailleurs... Qui peut maintenir ce Front sandiniste ? (...) Notre espoir révolutionnaire du congrès réside en ce que la majorité appauvrie soit pleinement représentée, par elle-même et par ceux qui assument sa défense. »

A quelle pratique du FSLN répond la volonté, exprimée plus haut, de voir les sandinistes adopter un profil et une pratique de classe plus nets ? Pour le comprendre, il faut revenir sur les mouvements sociaux qui ont éclaté depuis l'accession de l'UNO au gouvernement (5).

Les travailleurs des villes et de la campagne, organisés dans le Front national des travailleurs (FNT), ont essayé d'endiguer les attaques gouvernementales par plusieurs grèves ; les mouvements de mai et juin 1990 avaient bousculé la direction sandiniste et l'accord qui y avait mis fin avait été négocié, en partie, sous la table ; les représentants des salariés n'avaient pas participé à toutes les discussions. *Trinchera*, l'hebdomadaire des syndicats sandinistes, avait fortement critiqué cela.

Au cours de l'Assemblée sandiniste d'El Crucero, de juin 1990, la direction nationale, confrontée à la critique des militants engagés dans les luttes, avait proposé un texte radical ; néanmoins, parmi les conquêtes révolutionnaires dont le Front n'accepterait pas la remise en cause, ce texte ne faisait mention ni du secteur nationalisé, ni de l'armement des masses.

Le premier compromis intervenu avec

1) Toutes les citations de G. Belli sont tirées de *Barricada* du 14 février 1991.

2) Le projet de statuts du FSLN, soumis à la discussion des militants pour le congrès, confirme la possibilité d'être membre du Front quelle que soit l'appartenance de classe : « Article 4. Sont membres du FSLN tous les citoyens nicaraguayens — sans distinction de religion ou de condition économique — qui acceptent sa plate-forme programmatique et ses statuts. » *Barricada Internacional*, avril 1991. Cette disposition a été immédiatement critiquée dans la presse par plusieurs militants.

3) *Barricada*, traduit dans le *Bulletin Amérique centrale*, mars 1991, Bruxelles.

4) Herty Lewites, ancien ministre sandiniste du Tourisme, est un de ces millionnaires. En 1988-89, il avait mis en œuvre

un programme de privatisations d'une partie de l'infrastructure touristique. Voici ce qu'il déclare : « Quand nous avons perdu [les élections, ndr], je me suis senti comme frappé. Alors, je me suis dit : je vais démontrer que je suis un sandiniste qui peut devenir millionnaire. Parce que le défi auquel nous devons répondre est, sans être au gouvernement, d'arriver à faire de l'argent ; c'est un bon défi pour les militants du Front. Le Front n'a pas défini, au niveau de sa direction nationale, ce qu'il cherchait en réalité. (...) Ce que je demande au Front : chacun à son ouvrage. S'il réussit à atteindre un développement économique, au niveau personnel, je ne me sentirai pas mal. » *El Semanario*, 7 mars 1991.

5) Voir *Inprecor* n° 313 et 314 des 13 juillet et 14 septembre 1990.



le gouvernement, en juin 1990, avait été remis rapidement en cause par de nouvelles mesures antisociales et les grèves de juillet ont vu monter d'un cran l'affrontement entre le pouvoir UNO et les syndicats sandinistes. Le FSLN s'est alors engagé aux côtés des grévistes tout en prônant la conciliation. Un nouveau compromis est alors intervenu ; mais, quelques semaines plus tard, le gouvernement montrait qu'il n'était pas décidé à appliquer les accords, et des privatisations étaient mises en route.

Pacte social et compromissions

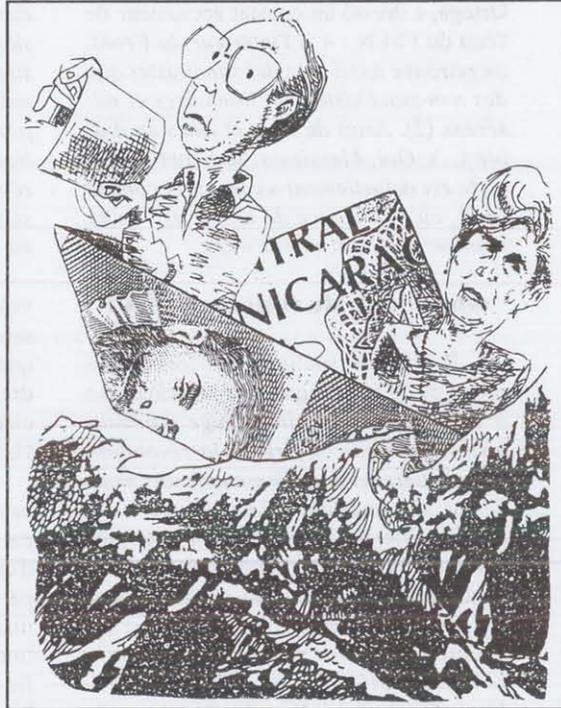
En septembre, dans un climat social à nouveau très dégradé, le gouvernement lançait des pourparlers afin de parvenir à un pacte social ; celui-ci fut signé le 26 octobre 1990 avec les syndicats sandinistes et pro-UNO, et quelques fédérations patronales, hormis la principale, le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP).

Ces accords, explicitement destinés à mettre en confiance le FMI, la Banque mondiale, certains gouvernements européens et notamment les Etats-Unis, sanctionnaient une concession majeure de la part des sandinistes : « *Le gouvernement, en privatisant des entreprises de l'Etat, prendra en compte les droits acquis des travailleurs, tout comme leur droit de participer à la propriété des entreprises ; [il] pourra autoriser le fonctionnement d'institutions financières privées (...); [il] concèdera des licences d'exportation à des associations de producteurs et à des particu-* » (6).

Trois acquis importants de la révolution étaient ainsi remis en cause : l'existence du secteur nationalisé (l'Aire de propriété du peuple, APP) ; la nationalisation du système financier et du crédit, et le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur. Ces concessions des sandinistes ont été l'objet de fortes critiques de la part de militants de la gauche du Front : « *Même si le FNT a signé les accords de concertation, il est évident que les travailleurs à la base et les secteurs populaires ne sont pas d'accord avec les privatisations. (...) Ce geste de conciliation [du Front, ndlr] implique une concession sur des principes et des conceptions fondamentales de la révolution. (...) Evidemment, l'effondrement du modèle socio-économique des pays de l'Est constitue pour certains [sandinistes, ndlr] un handicap à l'heure de revendiquer le caractère progressiste de la propriété sociale collective des moyens de production — et pour d'autres, une ma-*

gnifique occasion pour se défaire d'un concept avec lequel ils ne se sont jamais pleinement identifiés. Or ce n'est pas le concept qui a été invalidé dans ces pays, mais bien la forme adoptée et, en tout cas, personne ne peut nier que, dans notre situation, l'APP représente un axe possible pour le développement socio-économique du pays » (7).

Les auteurs de cet article font ensuite une réflexion critique sur la politique des sandinistes au pouvoir : « *Ce sont peut-être les erreurs commises en matière de gestion et le type de relations impulsées*



V. Chamorro et son conseiller A. Lacayo (Barricada)

par le gouvernement sandiniste, dans les entreprises de l'APP, qui ont limité la prise de conscience des travailleurs en tant que propriétaires sociaux ; c'est peut-être cela qui a facilité leur renoncement à défendre leur préservation. »

Les privatisations

Enfin, les conséquences de l'acceptation des privatisations pour le programme du FSLN sont soulignées : « *En dernière instance, il faut se demander quelle est la position du FSLN par rapport à la propriété sociale. La réponse était implicite jusqu'à présent par l'idée [qu'il fallait] préserver l'APP. Maintenant, les faits prennent une autre tournure. On pourra en discuter au moment du congrès, mais il sera peut-être trop tard, surtout si, dans les faits, les changements se sont déjà produits, substituant à la revendication de (...) la propriété sociale des moyens de production — dont la forme embryon-*

nnaire est l'APP — celle de la propriété privée ». Quelle que soit la position que le congrès du FSLN adopte, ce qui est sûr c'est que les travailleurs et le FNT (soutenus par le FSLN) en viennent à tenter de limiter les dégâts en revendiquant que certaines privatisations soient faites en leur faveur (8).

Outre que, dans la plupart des cas, ils n'ont pas obtenu gain de cause, il est certain que la propriété privée des travailleurs de toute ou d'une partie d'une entreprise ne va rien résoudre. Si l'APP est démantelée et si la récession perdure, les collectifs de travailleurs devront gérer des entreprises dans un environnement totalement hostile, ils devront procéder à des licenciements, voire à la fermeture de celles-ci.

Bien que visant la paix sociale, la signature des accords d'octobre 1990 a été suivie de deux offensives de la droite : la « rébellion des maires », en novembre, et celle du groupe parlementaire UNO, en décembre (9).

Les sandinistes ont alors dû faire de nouvelles concessions concernant l'armée. Cela n'a pas empêché le groupe parlementaire sandiniste de faire alliance avec une partie du groupe parlementaire UNO pour faire élire Alfredo César à la présidence de l'Assemblée nationale — alors que celui-ci, ancien chef de la Contra et proche de Violeta Chamorro, s'était uni, quelques jours plus tôt, avec l'aile la plus droitiste de l'UNO contre le compromis passé entre la direction de l'armée et la présidente sur le budget de la défense ; César n'avait rompu cette alliance avec les extrémistes que fort de l'assurance d'être élu grâce à l'appui des sandinistes. Pour arracher une solution de compromis, les sandinistes ont accepté une réduction supplémentaire du budget militaire, qui a été finalement adoptée par 69 voix (36 députés FSLN et 33 UNO du groupe César) contre 21 (du secteur du vice-président Godoy). Quelques jours plus tard, César était élu ; la présidence de l'Assemblée était ainsi constituée par quatre membres de l'UNO, proches de César, et deux du FSLN.

Cette tactique parlementaire a conforté, au grand dam de la base militante sandiniste, la thèse du co-gouvernement soutenue par l'aile modérée du Front. Rafael

6) Nicaragua en concertation, publication officielle du gouvernement nicaraguayen, Managua, 1990.
 7) Nicaragua Desde Adentro, Managua, 30 décembre 1990.
 8) « Notre proposition est la privatisation au bénéfice des travailleurs ; mais d'autres forces se mettent en mouvement pour s'approprier des propriétés. Cela sera décisif pour le FSLN, le futur révolutionnaire et la stabilité du pays. » Daniel Ortega, Barricada, 11 avril 1991.
 9) Voir Inprecor n° 326 et 328 des 15 mars et 12 avril 1991.

Solis, un de ses porte-parole, écrivait à propos de l'attitude du FSLN pendant la rébellion des maires : « Pour la première fois, le FSLN a eu une politique intelligente et ne s'est pas affronté directement aux rebelles. Appuyant — discrètement — le gouvernement, il a contribué à une solution pacifique du problème, et à construire ce co-gouvernement dont nous parlions avant. Le co-gouvernement n'a rien de mauvais et ne doit pas être rejeté par les sandinistes » (10).

Où on entend parler de "co-gouvernement"...

R. Solis oppose cette attitude "constructive" à celle adoptée précédemment : « Le FSLN, profitant d'erreurs commises par le gouvernement et face à la pression (...) s'est embarqué dans l'émeute de juillet [la grève générale, ndr], ce qui, à mon avis, a eu des répercussions négatives non seulement pour le pays mais pour le sandinisme lui-même. » Pour Solis, il faut convaincre les travailleurs de continuer à faire des sacrifices en leur disant que les syndicats sandinistes — l'Association des travailleurs des champs (ATC) et la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) — avancent des revendications exagérées.

Sergio Ramirez, chef du groupe parlementaire sandiniste, est plus prudent : « Ce qui existe aujourd'hui entre le FSLN et le gouvernement, c'est une compréhension politique globale, la recherche de points communs sur des sujets liés à la stabilité nationale » (11). S. Ramirez avoue que le soutien du groupe parlementaire sandiniste à la candidature d'Alfredo César a été « un sujet clairement négocié entre le Front et le gouvernement ».

Edmundo Jarquin, vice-président du groupe parlementaire FSLN, déclarait, quelques mois plus tard, qu'il fallait appuyer, contre l'avis du FNT, le plan de choc du gouvernement de mars 1991 (voir l'article ci-contre) : « Je crois, en plus, que si nous étions au gouvernement, nous serions en train de faire quelque chose de semblable (...) » (12).

En mars 1991, E. Jarquin et le reste de l'aile modérée misaient sur la réussite du plan économique de l'UNO : « Si, durant le mois de juillet [1991], la situation économique est meilleure, le débat dans le FSLN sera moins compliqué. Nous serons moins tentés par des positions extrêmes. » C'est ce courant qui a poussé le Front à convaincre le FNT de donner deux mois de répit au gouvernement (un accord a été signé en ce sens, le 19 mars 1991) ; il espérait que le FMI et la Banque mondiale dégageraient enfin d'importantes lignes de crédit.

Cinq semaines plus tard, l'échec du plan (13) est certainement pour beaucoup dans les discours plus radical de D. Ortega : « La politique d'ajustements structurels déterminera le futur du pays. Ou bien c'est le modèle oligarchique capitaliste connu qui est repris, en imposant un néosomozisme, un néocapitalisme, ou bien ce pays continue à avancer vers de nouvelles formes de développement économique et social, qui préservent les conquêtes de la révolution. (...) Le gouvernement est sous l'influence de la politique des Etats-Unis

qui se croient en droit de gouverner le Nicaragua par ce biais. Les forces d'extrême droite sentent également que celui-ci est leur gouvernement, qu'il cherche à éliminer le sandinisme sans respecter un véritable jeu démocratique. (...) C'est la contre-révolution cherchant à gagner du terrain. Ce n'est plus la contre-révolution armée, mais bien celle qui s'exprime pour que le gouvernement avance dans le démantèlement de la révolution » (14). ★

24 avril 1991

- 10) *Barricada*, 26 décembre 1990.
 11) *Barricada*, 22 janvier 1991.
 12) *El Semanario*, 7 mars 1991.
 13) Ce qui a également joué, c'est la découverte par le Front d'un texte confidentiel de la Banque mondiale déclarant : « Le gouvernement s'est engagé à réaliser la privatisation totale ». *Barricada*, 1er avril 1991. Ce document indiquait bien la nature très particulière de l'Etat "dirigé" par Chamorro : « Il existe une préoccupation (...) à propos de la nature des difficultés politiques actuelles ; le fait que les partisans du régime antérieur contrôlent les administrations légales, y compris la police, ren-

dra difficile l'imposition des droits de propriété. » Si ces cercles capitalistes ont raison d'être inquiets, il n'en reste pas moins qu'ils peuvent partiellement se consoler car, comme le disait A. Lacayo : « On a réparti, au Nicaragua, l'équivalent du dixième du territoire salvadorien aux anciens propriétaires qui avaient été expropriés ». *La Prensa*, 4 février 1991. A l'époque ce qui inquiétait Lacayo, c'était que le niveau de l'aide nord-américaine était inférieur, et, de loin, à celui des « aides que le Nicaragua recevait [jusqu'en 1990, ndr] du bloc socialiste et de l'Union soviétique en particulier. »

14) *Barricada*, 11 avril 1991.

Le calvaire du peuple

La droite avait promis, pendant la campagne électorale, qu'arrivée au pouvoir, elle ferait baisser fortement l'inflation, relancerait l'emploi et l'économie, le tout en 100 jours. Elle s'y est employée avec des méthodes classiques du type Fonds monétaire international (FMI), aggravant les mesures d'austérité appliquées par les sandinistes à partir de 1988.

Eric TOUSSAINT

EN 1990, les dépenses publiques ont été fortement réduites, ainsi que le crédit aux entreprises ; le gouvernement essayait ainsi de diminuer la masse monétaire en circulation pour faire baisser l'inflation. Les conséquences ont été néfastes : approfondissement de la récession ; multiplication des faillites d'entreprises ; licenciement de dizaines de milliers de travailleurs des secteurs public et privé (30 000 selon les syndicats) ; dégradation des systèmes de santé et d'éducation. Pour la sixième année consécutive, le Produit intérieur brut (PIB) a chuté ; l'inflation, loin d'être bloquée, malgré la récession, a atteint environ 14 000 % en 1990 (contre 1 600 %, en 1989).

L'introduction d'une nouvelle monnaie, le cordoba-oro, mise en circulation progressivement pour certaines opérations, était l'arme de choc contre l'infla-

tion ; il s'agissait de laisser l'ancien cordoba (identifié au sandinisme) se dévaluer à l'extrême pour ensuite le remplacer par le cordoba-oro (identifié au nouveau régime), qui, parce qu'il aurait la confiance du public, permettrait d'arrêter l'hyperinflation — le cordoba-oro devait s'échanger en parité avec le dollar. Cette opération se solda également par un échec complet. Quelques mois après sa mise en circulation, la nouvelle monnaie s'échangeait au marché noir à 5 contre 1 dollar.

Par ailleurs, le gouvernement diminua les taxes à l'importation : le marché national fut ainsi envahi par des produits des pays voisins et la crise du secteur qui approvisionne le marché intérieur s'aggrava — les importations de biens de consommation ont augmenté en 1990 de 74 % tandis que celles de biens de production ont diminué de 25 % — sans améliorer le pouvoir d'achat de la majorité de la population. Le Nicaragua est devenu le pays le plus cher d'Amérique centrale (1).

Pour mesurer l'ampleur de la réces-

1) *Envio*, février 1991.

sion, il suffit de citer quelques chiffres : en 1990, la production industrielle a baissé de 8,4 %, la construction de 36 %, l'agriculture destinée au marché intérieur a littéralement piqué du nez (baisse de 40 % pour le maïs, de 74 et de 30 % pour les deux variétés de riz, et de 12 % pour les haricots).

Le ministre responsable du plan des 100 jours, Francisco Mayorga, a été démissionné à l'automne 1990.

La grande braderie

L'échec de son plan (comme du plan d'austérité de 1988) provenait notamment d'une erreur de diagnostic : l'hyperinflation n'est pas due en premier lieu à un excédent de liquidités ou de demande solvable (et ce contrairement aux dogmes du FMI, selon lesquels les gens disposent d'un pouvoir d'achat excessif par rapport à la quantité de marchandises disponibles) — entre mai et décembre 1990, la masse réelle des moyens de paiement en circulation a diminué de 60 %, il y a donc eu une formidable contraction de la demande, ce qui n'a pas empêché l'inflation cumulée d'atteindre 5 900 % pendant la même période, selon un article de Pedro A. Rodríguez, paru dans *El Nuevo Diario*. La succession de dévaluations et le rythme inertiel de l'inflation poussent les commerçants et les producteurs à intégrer la prévision des dévaluations ultérieures dans leurs prix de vente ; c'est-à-dire, qu'ils préfèrent vendre à un prix supérieur moins de produits qu'en vendre beaucoup à perte ou à un faible rendement.

Le 1er mars 1991, un nouveau plan d'austérité de choc (le troisième depuis 1988) a été appliqué avec une nouvelle maxi-dévaluation. L'ancien cordoba, qui s'échangeait à 25 000 000 pour 1 dollar, en février 1990, a été remplacé par le cordoba-oro dont la parité avec le dollar a été abandonnée. Les salaires ne sont que partiellement indexés ; 420 entreprises d'Etat sont à vendre au plus offrant, et à l'étranger, de manière à permettre au Nicaragua de racheter sa dette extérieure. Et Antonio Lacayo, ministre de la Présidence, de déclarer : « *Nous n'avons pas d'argent mais nous avons des avions, des hôtels et des fabriques à vendre.* »

Ce dernier plan, directement dessiné par la Banque mondiale et le FML, a une fois de plus échoué : l'inflation a atteint 285 % en mars 1991 et le cordoba est toujours surévalué — il devrait s'échanger à 12 contre 1 dollar. En attendant le peuple se débat littéralement dans la misère. ★

24 avril 1991

2) *Informe Latinoamericano*, 21 mars 1991.

Couper quels "extrêmes" ?

Le 9 avril 1991, le chef de l'état-major conjoint des forces armées des Etats-Unis, Colin Powell, a déclaré que son pays soutenait les négociations entre le gouvernement du Salvador et la guérilla ; mais il n'a pas écarté l'éventualité d'une intervention militaire « *si c'est nécessaire pour défendre la liberté* ». Le 11 avril, le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) a rejeté ces menaces et leurs prétendus effets « *de chantage ou de pression* ».

Nous reproduisons les principaux extraits de l'interview du commandant Joaquín Villalobos, membre de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) (1) et de la direction du FMLN, parue dans le *New-York Times*, en mars 1991. Cet article contient des commentaires anticommunistes du journaliste chargé de l'entretien ; mais le dirigeant salvadorien n'a, à aucun moment, contredit les propos que lui attribue cet article, qui n'est pas intégralement constitué de citations littérales.

DOCUMENT



LORS de ses premières déclarations publiques après l'effondrement du bloc soviétique, le commandant Joaquín Villalobos a dit que sa coalition n'atteindrait pas ses objectifs par la révolution armée, mais en participant, en tant que mouvement politique non armé, à une démocratie pluraliste.

En parlant de ce qu'il a qualifié d'importante transformation de la pensée des rebelles après les nouveaux événements internationaux, M. Villalobos a dit que la coalition de la guérilla a dépassé le marxisme, qu'il a traité de « *théorie politique de plus, semblable à n'importe quelle autre* ». Il a affirmé que les objectifs militaires [du FMLN, ndlr] avaient changé, son but n'étant plus d'imposer une défaite ou une réforme à l'armée salvadorienne, mais de chercher, au contraire, à obtenir le désarmement permanent des deux parties, sous la supervision des Nations-Unies.

Tout en présentant le communisme orthodoxe comme une position extrémiste, comparable à celle de la droite salvadorienne, M. Villalobos a dit que le FMLN pense aujourd'hui que l'avenir du Salvador doit se baser sur le modèle de pays capitalistes importants comme l'Allemagne, le Japon ou le Costa-Rica — ce dernier n'ayant pas d'armée et entretenant des rapports étroits avec l'économie des

Etats-Unis. « *Au Salvador, il faut isoler ou couper les extrêmes* » a déclaré M. Villalobos. « *En ce qui nous concerne, il s'agit du stalinisme dogmatique et du communisme traditionnel classique. A l'autre extrême, il s'agit de la droite orthodoxe qui, au Salvador, est digne de l'Age de Pierre.* »

Les commentaires livrés par M. Villalobos ces derniers jours [aux Etats-Unis, ndlr] lors d'une série insolite d'interviews, arrivaient en même temps que des informations sur les attaques acharnées de la guérilla et les affrontements militaires au Salvador, à l'approche des élections législatives et municipales. (...)

« La nouvelle réalité politique »

Le contenu des déclarations [de J. Villalobos] et la période où elles ont été faites ont pu laisser penser qu'elles avaient pour but de calmer les critiques internationales faites à la guérilla et d'en présenter une image modérée à la veille des élections, que les rebelles ont promis de ne pas perturber. Cependant, ces propos étonnent car ils sont très éloignés des

* Les intertitres sont de la rédaction.

1) En 1972, a été formé le Parti de la révolution socialiste (PRS) et sa branche armée, l'ERP, au sein des milieux chrétiens radicalisés. En 1974, l'ERP a connu une scission d'où est issue la Résistance nationale (RN) et son bras armé, les Forces armées de libération nationale (FARC), dirigées, entre autre, par le poète Roque Dalton — celui-ci a été assassiné à l'occasion de luttes intestines entre les FARC et l'ERP.

L'ERP et les FARC ont intégré, dès sa création, en octobre 1980, le front des organisations politico-militaires du Salvador, le FMLN.

L'ERP s'est toujours réclamée du marxisme-léninisme et des révolutions vietnamienne et cubaine.

En défense de l'utopie

Sans prétendre donner une vision d'ensemble de l'évolution du processus révolutionnaire salvadorien, ni tirer des conclusions définitives sur les nouvelles déclarations du commandant Joaquin Villalobos, du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), au *New York Times*, il faut cependant essayer de préciser certaines questions que posent les nouvelles propositions de certains dirigeants révolutionnaires salvadoriens.

Sergio RODRIGUEZ



APRÈS les événements d'Europe de l'Est, plus personne ne peut mettre en doute la nécessité de revoir de façon critique certaines hypothèses stratégiques. Un vent de sentiments démocratiques

souffle aujourd'hui sur l'ensemble des organisations de gauche et remet en question le schéma traditionnel des avant-gardes, du parti unique, de « *Direction nationale, ordonne !* » (1), etc. Autant de manifestations et de réflexes salutaires qui, avec la disparition de ce que beaucoup considéraient comme l'« *avant-garde de la révolution anti-impérialiste* », illustrent la transformation de certains points essentiels de notre stratégie. Mais nombreux sont ceux qui jettent le « bébé avec l'eau du bain » ; répondre aux aspirations démocratiques de la population ne revient pas à faire des concessions à la plus forte des offensives idéologiques de l'impérialisme.

Ce phénomène d'éloignement du marxisme, qui s'explique par sa perte de crédibilité après les événements de l'Est, se multiplie au sein de secteurs clés de la gauche révolutionnaire latino-américaine. Or, ce faisant, ils brouillent toutes les nuances, au nom de généralités qui ne servent pas à grand-chose lorsqu'il s'agit de comprendre la situation politique très complexe que traversent des processus révolutionnaires comme celui du Salvador.

Nous ne savons pas si, comme le prétend Joaquin Villalobos, le FMLN a dépassé le marxisme, et nous connaissons encore moins par quelle nouvelle théorie il prétendrait le remplacer. Mais, en revanche, nous savons que le FMLN a fait preuve de qualités politiques qui ont ins-

piré toute une génération de révolutionnaires : il a été capable de faire le lien entre la théorie marxiste et sa réalité nationale, qui est très différente de celle que Marx avait analysée au XIX^e siècle. Ce défi avait déjà été signalé, il y a longtemps, par un autre grand marxiste, le péruvien José Carlos Mariátegui (2). La lutte contre la prétendue orthodoxie du marxisme a été essentielle pour parvenir à élaborer une vision spécifique basée sur l'idée fondamentale que, si l'avenir de l'Amérique latine est évidemment lié à celui du monde capitaliste — à cause du pillage exercé par ce dernier —, l'histoire ne peut se répéter de la même manière dans nos pays qu'en Europe ou aux États-Unis. Les particularités nationales nous ont conduits à tenter de bâtir une pensée qui cherche à opérer une fusion entre le marxisme et l'identité nationale : dans ce domaine, l'apport du FMLN a été inestimable.

Entre «modernisation» et renoncement

De là à se faire l'écho d'une idéologie antimarxiste — très à la mode ces derniers temps — il y a un abîme. De toute évidence, la prétendue «nouvelle modernité» a déjà provoqué des dégâts au sein des organisations révolutionnaires. Derrière le mot d'ordre de « *se moderniser ou mourir* », une partie importante de la gauche latino-américaine entend rompre ses liens supposés avec un passé autoritaire. Mais de tels efforts comportent surtout le risque d'un début d'abandon de l'es-

1) C'était un mot d'ordre très utilisé au Nicaragua, à l'époque du gouvernement sandiniste. La direction nationale est composée des neuf commandants du FSLN.

2) José Carlos Mariátegui (1895-1930) écrivain et militant révolutionnaire péruvien. Auteur notamment de *Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne* (1928), premier grand ouvrage théorique qui applique le marxisme-léninisme à l'Amérique latine, il publia aussi la revue continentale *Amauta*. Mariátegui fonda le Parti communiste du Pérou et la Confédération des travailleurs du Pérou.



« Bon, nous sommes en paix ! »

positions révolutionnaires traditionnelles de la coalition de M. Villalobos, qui, pendant très longtemps, a défendu avec acharnement de telles doctrines. (...)

Ces déclarations semblent aussi éclairer ce que le commandant guérillero a décrit comme la « *nouvelle réalité politique* » à laquelle son mouvement doit faire face, après les dramatiques convulsions politiques qui ont porté un coup à ses principaux soutiens internationaux.

Parmi ces événements on peut citer les changements fondamentaux intervenus dans l'Internationale socialiste (IS), dans les pays du bloc de l'Est, au Nicaragua et l'approfondissement de la crise à Cuba qui, depuis longtemps, est le principal allié de la cause de la guérilla salvadorienne.

Trouver un «moyen terme»

M. Villalobos doit être âgé d'une quarantaine d'années ; il donne rarement des interviews et il a passé une bonne partie de la dernière décennie dans la clandestinité, à l'étranger ou dans les montagnes du Salvador, dirigeant des combats importants contre l'armée salvadorienne et ses conseillers militaires nord-américains.

Villalobos, comme d'autres membres du haut-commandement de la guérilla, s'est surtout efforcé dernièrement d'engager des discussions avec le gouvernement salvadorien. (...)

« (...) *Nous ne visons pas la réforme des Forces armées d'El Salvador (FAES), mais leur démantèlement et la démilitarisation du pays, car c'est le meilleur moyen de garantir la démocratie au Salvador et de donner toutes ses chances au développement économique* » a enfin déclaré M. Villalobos. ★

Mars 1991
New York Times



sence même de la pensée révolutionnaire, c'est-à-dire de son caractère émancipateur, subversif, égalitaire, populaire, d'opposition politique et morale au capitalisme.

La tragédie, pour ceux qui veulent renouveler la gauche, est que l'impérialisme et ses alliés ne se modernisent en rien et qu'ils continuent leur vieille politique du "gros bâton", du "destin manifeste", etc. L'intervention des Etats-Unis à Panama, en décembre 1989, et, plus récemment encore, en Irak, montre jusqu'où ces derniers sont disposés à aller pour atteindre leurs objectifs qui sont loin d'être "modernes".

Certains nous diront que c'est justement l'analyse de l'offensive impérialiste actuelle qui a conduit une partie significative de la gauche latino-américaine à revoir certains de ses schémas ; si tel est le cas, il faudrait être le plus clair possible. Aujourd'hui, nous affrontons un défi de taille ; l'offensive impérialiste met les courants révolutionnaires dans une situation absolument défavorable (Fidel Castro, quand il explique que la révolution cubaine n'est pas isolée, est terriblement pathétique : il semble tenter d'exorciser une réalité très inquiétante à partir de ses souhaits ; à long terme, les résultats d'une telle méthode seront totalement contre-productifs).

La pression qui s'exerce sur des organisations comme le FMLN est beaucoup plus importante que celle subie par d'autres forces. Lorsque le commandant sandiniste Victor Tirado Lopez expliquait que le cycle des révolutions anti-impérialistes touchait à sa fin (3), nous étions loin d'imaginer à quel point ces déclarations reflétaient un sentiment plus général de la gauche révolutionnaire. Il faudrait dire aujourd'hui que la révolution anti-impérialiste n'est pas à l'ordre du jour, mais en ajoutant que nos peuples ne peuvent accéder au rang de nations démocratiques et justes que s'ils maintiennent la perspective de cette révolution. Toute autre issue intermédiaire est fautive et tristement utopique.

Si loin de l'Allemagne... et si près du Costa Rica

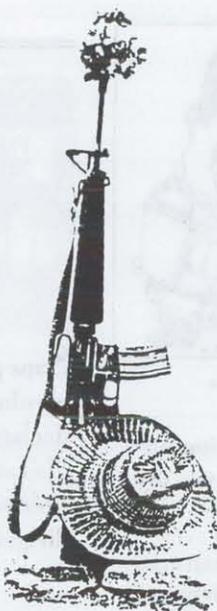
On est frappé par l'idée du commandant Villalobos, selon laquelle le futur du Salvador pourrait se baser sur le modèle de pays capitalistes importants comme l'Allemagne, le Japon ou le Costa Rica, qui n'a pas d'armée et qui entretient des liens étroits avec l'économie des Etats-Unis. L'Allemagne de l'Est a aussi cru qu'elle avait la possibilité de devenir comme l'Allemagne fédérale ; aujourd'hui elle se réveille de ce rêve.

Ce qui pourrait arriver de pire au Salvador, ce serait de devenir le Japon ou l'Allemagne, des pays impérialistes qui en soumettent, en exploitent et en pillent d'autres et qui, en plus, financent des guerres immorales comme celle du Golfe. Mais le danger d'une telle éventualité ne guette pas le Salvador. Après l'accord passé par les Etats impérialistes sur le partage du monde, il n'y a aucune chance de modifier cette répartition — en d'autres termes, le Salvador ne sera jamais l'Allemagne ou le Japon. Il peut, en revanche, ressembler au Costa Rica qui, effectivement, n'a pas d'armée, mais qui a une police extrêmement efficace lorsqu'il s'agit de réprimer, d'écraser des grèves et d'étouffer dans l'œuf les organisations révolutionnaires ; son gouvernement a toujours respecté les ordres de celui de Washington.

Aujourd'hui, il s'agit surtout de savoir si des pays comme les nôtres ont des chances d'accéder à un développement indépendant, dans le cadre du capitalisme actuel. Nous ne le pensons pas. Mais nous savons aussi que la révolution n'est pas pour demain, que le rapport de forces entre le capital et les travailleurs, entre l'impérialisme et les nations opprimées est plutôt favorable aux premiers ; mais nous ne pouvons pas baser notre perspective stratégique sur des éléments conjoncturels de ce type. L'impérialisme parle d'un "nouvel ordre mondial" qui, comme le dit Noam Chomsky, existe depuis plus de 400 ans ; il est loin, cependant, d'atteindre un cycle de stabilité à long terme ; nous sommes peut-être à la veille de luttes importantes des travailleurs des grandes métropoles impérialistes — la restructuration industrielle et la formation de nouveaux blocs productifs ne manqueront pas de les pousser à résister et à se battre.

Une des grandes faiblesses du dernier cycle de luttes dans le tiers monde a été l'absence de batailles significatives victorieuses dans les pays impérialistes. Les gouvernements de ces pays ont ainsi pu agir en toute impunité ; la social-démocratie internationale a été le facteur central qui a empêché la radicalisation des travailleurs : mais tout cela commence à changer.

Nous devons rompre avec une vision de dépendance, qui se traduit par une sorte de "tiers-mondisme" de notre action politique ; la seule possibilité de transformer le rapport de forces au niveau international réside dans les luttes des travailleurs des métropoles impérialistes. Cela ne veut absolument pas dire que nos pays



soient condamnés à la paralysie ; au contraire, nos luttes sont fondamentales dans l'accumulation de forces qui doit permettre de changer les rapports qui existent entre le capital et le travail, entre l'impérialisme et le tiers monde.

Nos divergences avec les déclarations du camarade Villalobos ne portent donc pas sur le fait que le FMLN se transforme éventuellement en force politique non armée ; les armes ne sont pas et n'ont jamais été un élément clé dans la séparation des eaux entre réformistes et révolutionnaires. La lutte armée, au Salvador, a été et reste

l'expression démocratique d'une population qui, face à l'attitude fermée de l'oligarchie, n'a pas trouvé d'autre voie. Personne ne sait mieux que le FMLN si le moment est venu de faire une telle transformation.

L'exemple du FMLN

Nous ne sommes pas non plus en désaccord avec les négociations que le FMLN développe avec le gouvernement du Salvador, ni, encore moins, avec ce qui nous semble être une excellente proposition, la démilitarisation de la société.

Les répercussions des propos d'un dirigeant révolutionnaire tel que Joaquin Villalobos peuvent aller très loin. Selon le pluralisme révolutionnaire que nous avons toujours appliqué dans nos rapports avec les camarades du FMLN, nous lançons un appel à la réflexion et au débat. Une génération de révolutionnaires latino-américains pourrait tirer des conclusions erronées de la situation actuelle, qui est certes difficile, cédant aux « harcèlements contre les utopies », selon la formule employée par le révolutionnaire guatémaltèque Manuel Paycras pour décrire la période actuelle.

La défense de cette utopie passe par la fusion de ce qu'il y a de meilleur dans la pensée sociale — le marxisme — avec notre identité indo-américaine, comme dirait Mariátegui : voilà notre objectif essentiel. Le reste n'est qu'adaptation politique qui, même si elle est fondamentale, n'est pas tout. ★

Mexico,
mars 1991

3) Dans une interview au journal uruguayen *Brecha*, le 30 mars 1990, le commandant sandiniste Victor Tirado Lopez déclarait, entre autres : « Je pense que le cycle des révolutions anti-impérialistes, dans le sens d'une réponse totale, militaire et économique à l'impérialisme, est en train de se fermer. Il faut chercher d'autres options (...) »

Le pillage travailleiste

Depuis bientôt huit ans, le Parti travailliste australien (ALP) est entré au gouvernement grâce à sa majorité au Parlement fédéral. A l'époque, beaucoup de gens pensaient que le nouveau Premier ministre, Bob Hawke, qui avait présidé le Conseil des syndicats australiens (ACTU), serait un antidote radical au conservatisme effréné de Malcolm Fraser, le "fils de famille" libéral, installé après le "coup d'Etat de Kerr" en novembre 1975 (1).

Leur déception a été de taille ; aujourd'hui, le gouvernement Hawke est souvent décrit ironiquement comme « le meilleur gouvernement libéral de tous les temps ». Il a cassé des grèves et des syndicats ; abandonné le peuple aborigène opprimé (2) ; effectué des coupes dans les budgets sociaux ; et trahi les écologistes qui espéraient qu'il mettrait fin au pillage du sous-sol (3). Bob Hawke a volé les pauvres pour remplir à ras-bord les poches de ses richissimes *mates* (4).

John TULLY



LE gouvernement a encouragé le marché libre sans aucun contrôle, la privatisation des entreprises nationalisées, la réduction drastique des dépenses publiques et la fin des subventions de l'Etat

à l'industrie manufacturière. Ces pratiques ultra-libérales du ministre des Finances, Paul Keating, ne sont pas très éloignées de la politique économique de la Grande-Bretagne de Thatcher. Aujourd'hui que le vent de la récession et de la guerre commerciale soufflent sur la fragile économie australienne, il devient évident que le « meilleur ministre des Finances du monde » a causé un désastre.

Hawke et Keating dirigent un pays frappé de plein fouet par une crise économique croissante. Ainsi, le chômage qui touche officiellement 750 000 personnes, concernerait en réalité 1,5 à 2 millions d'Australiens (sur une population totale de 17 millions), et la tendance n'est pas à la baisse. En revanche, on ne comptait que 26 900 emplois vacants en février 1991 (dont 16 000 seulement dans le secteur privé), soit 52 % de moins qu'en 1990.

Les petits et moyens producteurs agricoles, pris à la gorge par l'importante hausse des taux d'intérêts, sont en faillite dans tout le pays. L'Australie rurale est au bord de sa plus profonde dépression de-

puis les années 30, et des milliers de petits fermiers sont obligés de quitter leurs terres. La misère rurale conduit à l'émergence de mouvements au caractère fascisant dans les campagnes. En janvier 1991, des milliers de manifestants paysans sont venus à Melbourne écouter des bigots de droite accuser les socialistes, les féministes, les homosexuels et les gens de couleur d'être la cause de tous leurs problèmes.

Le capitalisme "moderne" de Keating est une sinistre farce. En 1990, l'industrie australienne a réinvesti la part la plus faible de sa production depuis 1975 en usines, machines et équipements nouveaux, contrairement à la rhétorique gouvernementale sur l'Australie "en pointe" avec une haute-technologie industrielle. La dette nationale australienne est la quatrième au monde. Elle résulte en partie des emprunts à l'étranger effectués pour

réaliser des projets énergétiques et miniers ; mais elle a aussi été aggravée par la spéculation des *mates*. En 1989, le dollar australien était la sixième monnaie mondiale la plus échangée, quand les spéculateurs brassaient des devises sur les marchés monétaires mondiaux à la recherche de profits rapides. Les spéculateurs ont aussi énormément emprunté à l'étranger pour financer une orgie d'offres publiques d'achat (OPA), de spéculation immobilière et d'autres entreprises improductives. Alan Bond, qui aujourd'hui a fait faillite, est responsable à lui seul de 10 % de la dette extérieure pour financer ses affaires, qui allaient de la télévision à la brasserie, en passant par les mines et le courtage.

La plupart des empires commerciaux des *mates* se sont effondrés à cause de leur immense extension incontrôlée et de leur incapacité à rembourser des emprunts colossaux. Certains hommes d'affaires, dont Alan Bond, Christopher Skase et Laurie Connell, sont poursuivis en justice pour délits financiers. Du jour au lendemain, on a commencé à les qualifier d'escrocs, tandis qu'Hawke et Keating essayaient désespérément de prendre leurs distances par rapport à leurs anciens amis.

Deux millions de pauvres

Entre temps, les contribuables ont dû payer la facture. Le gouvernement a demandé aux salariés de travailler davantage pour augmenter la productivité, en promettant que les "restrictions salariales" et les sacrifices de divers acquis seraient récompensés plus tard. Keating a déclaré qu'il « mettrait du beurre dans les épinars » et que « la lumière est au bout du tunnel ».

Mais, si Bond et ses semblables ont échoué, les plus avisés, voire les plus chanceux, des milliardaires australiens continuent à jouir tranquillement de leurs profits démesurés. Or, pendant ce temps, au moins 2 millions de leurs concitoyens

1) L'ALP est un parti social-démocrate affilié à l'Internationale socialiste (IS). Créé lors de la dépression de 1890, qui a suivi la défaite de grandes luttes syndicales, il a toujours bénéficié depuis de liens étroits avec le mouvement syndical.

2) Le Parti libéral, traditionnellement allié aux grands propriétaires agricoles réactionnaires du Parti national, est, malgré son nom, un parti conservateur qui ressemble au Parti conservateur britannique. Le "coup de Kerr" fait référence à l'éviction de l'ancien Premier ministre travailliste Gough Whitlam par le gouverneur général John Kerr. Kerr, une personnalité non élue nommée, ironiquement, par Whitlam lui-même, représentait le chef de l'Etat australien, la reine d'Angleterre. Cette situation est une survivance de l'ancien statut de l'Australie en tant que colonie britannique.

3) Les Aborigènes sont le peuple indigène de l'Australie. Ils ont été dépossédés de leurs terres par les colons blancs après 1788 ; dans les années 20, ils étaient considérés comme une "race en voie de disparition". Lors des 25 dernières années, ils ont ardemment lutté pour avoir droit à la terre et à une certaine justice sociale. Hawke leur avait promis son appui, mais il a re-

culé sous la pression des corporations de mineurs blancs et des intérêts des éleveurs. Le peuple aborigène, malgré les acquis obtenus par ses luttes, a encore des conditions de vie dignes du tiers monde au cœur d'une grande puissance.

3) L'Australie est un vaste continent, mais son environnement fragile a été très malmené par la colonisation blanche. On estime, par exemple, que 30 % de la terre arable du continent a été perdue depuis 1788. Le deux-tiers des arbres de l'Etat de Victoria a été coupés depuis 1830 ; certains affluents de la rivière Murray sont trois fois plus salés que l'océan. Malgré son alliance initiale avec un secteur du mouvement écologiste, Hawke est aujourd'hui le premier à défendre la loi sur les ressources nationales qui garantira un accès plus facile au bois qui sert à la construction, déjà rare, et au sous-sol.

4) En argot australien, un *mate* est un ami proche (un "pote"). Ce mot, qui fait partie du vocabulaire de la classe ouvrière masculine, était régulièrement utilisé par Hawke, démagogue populiste de droite classique. Malheureusement pour lui, son utilisation de ce terme a été tournée en dérision pour décrire ses amitiés avec les grands capitalistes.

vivent en dessous du seuil de pauvreté. Malgré la promesse électorale d'Hawke, en 1988, qu'aucun enfant ne connaîtrait la misère en 1990, 17,5 % des enfants australiens subissaient des conditions de vie précaires en 1990, contre 7,2 % en 1973. Des dizaines de milliers de gens vivent dans les rues, où ils sont la proie des proxénètes, des vendeurs de drogue et de la police.

Le mouvement ouvrier dans le collimateur

Que ce gouvernement "socialiste" ait, à maintes reprises, refusé de réaliser toute enquête sur les origines des grandes fortunes, n'a rien de surprenant ; Bob Hawke, soutenu par ses compères de l'ACTU, a essayé de donner un coup de fouet au capitalisme australien au détriment de la classe ouvrière.

A la suite d'une série d'"accords" entre le gouvernement fédéral et l'ACTU, on a assisté à un transfert massif de richesses des travailleurs aux capitalistes. Entre mars 1983 et septembre 1988, par exemple, la valeur réelle des salaires a chuté de 9,45 % pour les travailleurs de l'automobile, de 12,34 % pour ceux des abattoirs ; de 9,12 % pour les employés de magasins, et de 9,34 % pour les dockers.

Entre 1982/83 et 1987, les salaires sont passés de 58,3 à 51,6 % du Produit intérieur brut (PIB) alors que les profits y augmentaient de 10,8 à 13,9 %. La fortune des plus riches s'est accrue de 250 % tandis que la richesse globale du pays n'augmentait que de 20 %. Entre 1983 et 1990, les salaires réels ont chuté de 8 %. Ainsi, entre 1982/83 et 1988/89, les coûts réels de la main-d'œuvre dans la production ont baissé de 15 %, alors que les surplus en matière industrielle passaient de 11,3 à 16,5 % du PNB.

Le texte des accords entre le gouvernement et l'ACTU comportait également la promesse d'augmenter les dépenses sociales. En réalité, les pauvres et les "nouveaux pauvres", créés par la politique du gouvernement, ont submergé un système de sécurité sociale déjà affaibli par les coupes budgétaires. En 1990, le gouvernement a transformé un déficit du budget de 5,7 milliards de dollars en surplus de 5,5 milliards de dollars, et ce principalement au détriment des fonds sociaux et sans toucher aux profits du grand capital. En fait, le montant des impôts des compagnies a régulièrement décliné par rapport à ceux payés par les contribuables individuels.

En même temps, le gouvernement a tenté d'écraser toute résistance de la part des organisations militantes de la classe ouvrière. Tous les syndicats qui tentaient de rompre les accords et de remplir leur rôle traditionnel de défense des salaires et des conditions de travail de leurs adhérents ont été la cible des attaques de l'Etat, avec le consentement de l'ACTU.

Bien que l'Australie soit signataire de la Charte de l'Organisation internationale du travail (OIT), censée garantir les droits syndicaux des travailleurs, le droit de grève ne va pas de soi dans ce pays. Les groupes d'employeurs liés à ce que l'on appelle la Nouvelle droite ont poursuivi en justice, pour préjudice, les grévistes

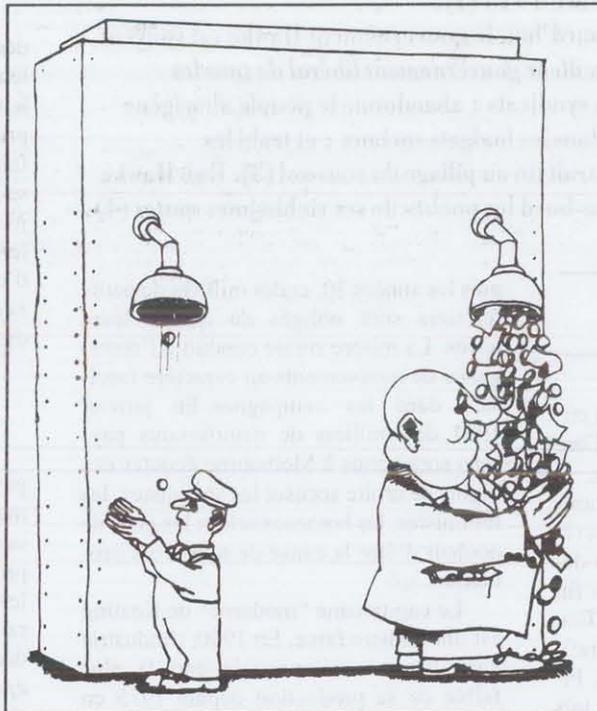
d'une énorme hypocrisie quand il se "pré-occupe" des droits des travailleurs, pour, en fait, se rallier des électeurs mécontents. Ce sont bien les autorités fédérales et régionales travaillistes qui ont écrasé la Fédération des travailleurs du bâtiment, dirigée par des maoïstes, et la très active Fédération australienne des pilotes de ligne. Ces deux syndicats ont cessé d'exister après s'être affrontés à la sacro-sainte alliance entre le gouvernement, les corps patronaux, l'Etat, les syndicats "jaunes" et la direction de l'ACTU. Dans le cas des pilotes, Hawke, agissant clairement dans l'intérêt de ses acolytes de la société Ansett Airlines, a utilisé l'armée de l'air australienne pour briser la lutte menée par le syndicat.

Une amère déception

Cette suite lugubre de trahisons des travaillistes s'est produite dans pratiquement tous les domaines, de la politique étrangère à l'écologie. Le Portugal a assigné l'Australie devant la Cour internationale de Justice de la Haye après l'appropriation scandaleuse des ressources pétrolières du Timor oriental par les gouvernements indonésien et australien (5). Et, dans la droite ligne des premiers ministres australiens réactionnaires, Hawke n'a même pas attendu que Bush lui demande son aide pour envoyer des navires aider la coalition impérialiste dans le Golfe. En cela, il a rivalisé avec le conservateur de choc, Robert Menzies qui, en 1965, avait envoyé des troupes soutenir les Etats-Unis et leur régime fantoche de Saïgon.

La classe ouvrière prend de plus en plus ses distances par rapport à ce gouvernement. Des sondages récents ont montré qu'environ 30 % des gens soutenaient le Parti travailliste, contre 50 % qui appuient la coalition des libéraux et des nationaux. Les membres de l'ALP quittent ce parti en masse, dégoûtés par la politique thatchérienne de leurs dirigeants et l'impossibilité de faire entendre la voix des militants de base. Certaines personnalités de l'ALP commencent d'ailleurs à se demander qui va faire les basses tâches pour eux lors des prochaines élections.

Ces élections seront un désastre pour le Parti travailliste. A moins d'un miracle, les libéraux remporteront une vic-



des abattoirs, des mines, et de la confection et ont obtenu des sommes d'argent énormes ; confrontés à de telles pratiques, d'autres syndicats ont reculé. De plus, certains amendements à la loi fédérale sur le commerce introduits par le gouvernement Fraser n'ont pas été annulés ; or, ils interdisent ce qu'on appelle les "boycots secondaires", c'est-à-dire toute action de solidarité avec d'autres travailleurs en lutte.

Maintenant, le gouvernement fédéral veut réglementer le droit de grève au Parlement. Les dirigeants du Parti libéral ont d'ores et déjà déclaré que, s'ils sont élus lors des prochaines élections législatives, ils utiliseront l'armée pour "nettoyer" le syndicat des dockers, qui a réussi à conserver certains acquis.

Mais Hawke ne peut pas prétendre que les attaques contre les droits syndicaux viennent uniquement de la Nouvelle droite. Son gouvernement fait preuve

5) Le Timor oriental, colonie portugaise jusqu'en 1975, est situé au nord de l'Australie. Il a été envahi par l'Indonésie en 1975, avec la complicité des Etats-Unis et du gouvernement travailliste australien de Whitlam. Le gouvernement Hawke a continué à soutenir l'occupation illégale de ce territoire par l'Indonésie, faisant mine d'ignorer le massacre de 100 000 à 200 000 habitants du Timor oriental.



toire écrasante en 1993. Le dirigeant libéral d'obédience thatchérienne, John Hewson, se prépare déjà, en annonçant qu'il s'apprête à une partie de bras de fer avec le mouvement syndical, afin de supprimer tous les avantages des travailleurs qui ont survécu aux accords entre le gouvernement et l'ACTU.

Classe ouvrière abandonnée

Huit ans d'accords corporatistes ont vidé le mouvement syndical de sa substance. Durant les cinq dernières années, le taux de syndicalisation de la population active a chuté de 46 à 41 %, avec un déclin très net dans le secteur privé ; les accords ont coûté 437 000 membres au mouvement syndical entre 1983 et 1989. Si cette baisse est en partie due au chômage et aux modifications du marché de l'emploi, elle s'explique surtout par la perte de confiance des travailleurs envers des organisations qui ne sont plus que des courroies de transmission du gouvernement.

Les bureaucrates de l'ACTU sont en train de "rationaliser" le mouvement syndical au sein de "super-syndicats", des immenses conglomerats ne ressemblant plus du tout aux syndicats traditionnels de l'industrie, et où il sera encore plus difficile pour les adhérents d'exercer un quelconque contrôle. Ce seront de vrais "tigres de papier", une fois confrontés aux libéraux qui risquent fort de remporter la prochaine élection.

Une victoire libérale mettra fin aux relations corporatistes confortables que les dirigeants de l'ACTU ont entretenues avec le gouvernement de l'ALP. Mais, les travailleurs vont se retrouver avec un mouvement syndical affaibli, dirigé par des bureaucrates, livrés à eux-mêmes pour défendre leurs salaires, leurs droits et leurs conditions de travail.

Paradoxalement, la gauche s'est affaiblie, le Parti communiste d'Australie et son journal *Tribune* se sont effondrés ; d'autres organisations connaissent des jours difficiles, ce qui n'est sûrement pas étranger à la fin du stalinisme en Europe de l'Est et à la crise de l'Union soviétique. ★

Melbourne, 8 avril 1991

Développement du fondamentalisme

Le 6 mars 1991, le gouvernement minoritaire du parti Janata Dal (S), dirigé par Chandra Shekhar a démissionné, cinq mois après sa prise de fonctions, suite à l'apparition de plusieurs divergences avec le Parti du Congrès de l'ancien Premier ministre Rajiv Gandhi, à propos de la guerre du Golfe (contrairement au Parti du Congrès, le Janata Dal a fermement appuyé l'intervention impérialiste) et du vote du budget. C'est le deuxième gouvernement consécutif qui s'effondre depuis les élections de décembre 1989, permettant ainsi au Parti du Congrès de proclamer que, sans lui, l'Inde est ingouvernable. Des élections parlementaires anticipées devraient avoir lieu à la fin mai 1991.

Nous avons rencontré Mihir Desai, dirigeant de l'Inquilabi Communist Sangathan (ICS, section indienne de la IVe Internationale), en février.

INPRECOR : Peux-tu nous expliquer le rôle que joue le Parti du Congrès dans la politique indienne ? A t-il changé avec le temps ?

Mihir DESAI : Ce parti, dont les origines remontent au mouvement nationaliste indien, a quasiment toujours gouverné le pays depuis l'indépendance. Après l'état d'urgence de 1975-1977, il a été battu par une coalition dirigée par le Janata Dal. Mais, après la scission du Janata, des élections anticipées ont eu lieu en 1980 et ce parti a perdu la majorité. Indira Gandhi et le Congrès sont revenus au pouvoir ; en 1984, après l'assassinat d'Indira, son fils Rajiv, soutenu par le Parti du Congrès, a été nommé Premier ministre jusqu'à sa défaite électorale, en 1989. Au fil du temps, le Parti du Congrès a perdu de son prestige ; il n'a jamais obtenu plus de 50 % des suffrages à des élections ; aujourd'hui, ses scores sont plus faibles encore. Ce parti ne s'appuie pas sur de véritables cadres ; ses principaux points forts sont sa continuité historique et son prétendu laïcisme.

◆ *En Inde, il existe donc d'un système d'alternance de deux partis d'un type particulier...*

Non, à mon avis, un système avec deux partis, comme en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, ne serait pas viable en Inde ; en fait, on trouve le Parti du Congrès d'un côté et, de l'autre, des regroupements temporaires de divers partis qui peuvent le défier pendant un certain temps, mais pas de façon permanente car ces rassemblements se font sur des bases

sociales tellement hétérogènes qu'ils sont toujours traversés par des conflits. Ainsi, le Janata est soutenu à la fois par la bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie rurale, qui sont en désaccord entre elles.

◆ *La politique économique du Parti du Congrès est-elle cohérente ?*

Jusqu'à la moitié des années 70, elle était marquée par une relative indépendance par rapport aux impérialismes américain, japonais et britannique. Mais, à partir de 1975-1976, et surtout depuis 1984, on a assisté à un processus constant de libéralisation économique et l'introduction du capital étranger est devenue beaucoup plus facile. La politique du gouvernement consiste principalement à associer cette ouverture avec un puissant secteur d'Etat.

Depuis deux ou trois ans, tous les partis qui cherchent à accéder au pouvoir réclament plus de libéralisation économique. Or, cela aurait des conséquences très néfastes ; bien que l'Inde n'ait pas un énorme problème de dette extérieure, comme l'Amérique latine, celle-ci augmente malgré tout régulièrement et une politique d'ouverture entraînerait une situation à la latino-américaine.

◆ *Existe-t-il une réelle contradiction entre la bourgeoisie du Parti du Congrès et l'impérialisme ?*

Elle a existé dans la mesure où la bourgeoisie indienne, même au temps de l'indépendance, était relativement puissante par rapport à celle de la plupart des



autres pays du tiers monde ; elle possédait des industries locales dans les domaines de la sidérurgie, de la chimie, de la pharmacie, etc. Immédiatement après l'Indépendance, le gouvernement indien s'est principalement occupé du secteur public, afin de fournir une infrastructure aux classes possédantes. Ainsi, il y a des conflits entre des secteurs de la bourgeoisie locale et le capital impérialiste.

En 1977, Coca-Cola et IBM ont été chassés d'Inde par le gouvernement Janata, qui avait déclaré que les parts des investisseurs étrangers devraient être inférieures à 40 % (1). Maintenant, le gouvernement essaye d'aider Pepsi-Cola à s'établir en Inde mais, après le départ de Coca-Cola, les nombreux producteurs de sodas indiens qui ont prospéré s'y opposent.

◆ *L'impérialisme américain a-t-il intérêt à un éclatement de l'Inde ?*

Oui, en un certain sens. Par exemple, les luttes religieuses du Penjab ou du Cachemire ont été fortement financées à partir du Pakistan, lui, beaucoup d'argent des Etats-Unis. Mais, un éclatement de l'Inde me semble peu probable. Les troubles risquent de se multiplier, mais la classe dirigeante n'acceptera en aucun cas une explosion du pays.

◆ *Qu'y a-t-il derrière les conflits entre le gouvernement central et ceux des Etats ? Les mouvements régionaux s'appuient-ils sur une base sociale ?*

Nous sommes confrontés à la conjonction de deux éléments : d'un côté, les grands fermiers capitalistes régionaux et, de l'autre, une bourgeoisie régionale qui veut s'affirmer au niveau national. Ces deux forces ont conduit à l'émergence du Parti du Congrès, au centre, et à celle de partis régionaux au niveau des Etats, qui reflètent les aspirations des classes dirigeantes régionales ; tout cela entre en contradiction. La relation entre le centre et les Etats est devenue une question très importante dans la politique indienne.

◆ *Que penses-tu de la montée du "communalisme" (2) et des groupes comme le Bharatiya Janata Party (BJP), formation de droite hindouiste et réactionnaire ?*

C'est, à notre avis, le problème central auquel sont confrontés les Indiens aujourd'hui : la montée du populisme hindou et, en réaction, celles de l'islam et du fondamentalisme sikh. La pauvreté et le chômage ont augmenté, et les frustrations que cela engendre ont été canalisées par ces organisations réactionnaires religieuses.

Cela a donné son essor au fondamentalisme, qui augmente très rapidement et représente un danger considérable qu'il faut combattre.

◆ *Avez-vous trouvé des alliés pour le faire ?*

Nous essayons de nous regrouper avec toutes les forces de gauche dans un front unique pour combattre le fondamentalisme. Le seul problème est que, quand des émeutes éclatent, nous n'avons pas les moyens de les empêcher (la seule façon de défendre les gens, c'est de les armer). Nous n'avons pas d'armes, aussi les populations concernées se retournent-elles vers la mafia de leur propre communauté. Avec d'autres groupes, nous sommes toujours à la recherche du meilleur moyen de combattre le fondamentalisme ; il faut, entre autres, apporter une alternative culturelle à l'identité religieuse.

◆ *Comment la question des castes et les initiatives du gouvernement Singh (3), qui a mis en place des mesures en faveur des castes inférieures, se situe-t-elle dans tout cela ?*

Le système indien de castes est divisé en quatre catégories : les *Brahmanas* (prêtres), les *Kshatriya* (guerriers), les *Vaishya* (travailleurs de la terre et artisans) et enfin les *Shûdra* (serviteurs) qui forment la caste inférieure ; il existe aussi les intouchables — qui n'appartiennent à aucune caste —, ce qui porte le nombre de catégories à cinq. Depuis les années 50, le gouvernement prévoit, 15 % de places dans les écoles et les emplois pour les intouchables, ce qui correspond à leur pourcentage dans la population. A cette époque, les autorités avaient aussi prévu d'instaurer une politique de quotas pour les *Shûdra*, mais elles ne l'ont pas fait.

Finalement, en 1989, le gouvernement a annoncé qu'il allait également mettre en place un quota de 15 % pour les *Shûdra*, ce qui donna lieu à une grande effervescence, à des émeutes, et à l'immolation par le feu de plus de 200 membres des castes supérieures ; elles ont réagi ainsi face aux difficultés pour trouver des emplois et des places dans l'éducation. Nous pensons que ces quotas sont justifiés car les *Shûdra* sont exclus depuis des siècles de certains emplois, de l'accès à l'éducation, etc. Ils représentent environ 52 % de la population, mais n'occupent que 4 % des emplois normaux.

Singh a pris cette mesure pour diviser la population hindoue. Le BJP s'est emparé du problème du temple de Babri Masjid-Ram Janmabhoomi (4), qui fut la cause principale de la rupture entre le BJP et Singh. Cela a divisé les hindous quel-

que temps, mais la question s'estompée maintenant.

◆ *De quel soutien bénéficie la gauche indienne ?*

Au Kerala et au Bengale occidental, les gouvernements du Parti communiste (marxiste) (PCM) sont toujours au pouvoir avec le soutien du Parti communiste d'Inde et d'autres forces. Ailleurs, ils ne jouissent pas d'un appui très significatif. Il y a eu un changement au moment de leur arrivée au pouvoir, il y a 15 ou 20 ans, mais, à mon avis, ils sont aujourd'hui tout aussi réactionnaires et tout aussi inefficaces que n'importe quel gouvernement bourgeois, car ils utilisent les mêmes tactiques, et réagissent sur la base des castes ou des communautés. Aux yeux des gens de la rue, le communisme est toujours perçu comme une référence positive, les événements en Europe de l'Est n'y ont pas changé grand chose.

Il reste quatre à cinq groupes maoïstes encore très forts, avec plusieurs milliers de membres ; trois d'entre eux au moins sont impliqués dans la lutte armée ou la guérilla, et ils ont de fortes bases, particulièrement en Inde centrale. Ils recrutent principalement des populations tribales, des paysans pauvres et des étudiants.

◆ *Sur quelles forces progressistes pouvez-vous compter ?*

Au niveau de la gauche, nous travaillons avec quelques groupes maoïstes, qui sont des organisations révolutionnaires, dans le contexte indien. Nous collaborons aussi avec les organisations des castes inférieures, comme Dalit, avec des groupes écologiques et des organisations de femmes. Ces dernières sont très fortes et progressent vite. Il y a juste un mois, une conférence de toutes les femmes indiennes s'est tenue au Kerala, avec plus de 2 500 participantes. ★

Propos recueillis par Colin Meade
Février 1991

1) Une société étrangère ne peut pas détenir plus de 40 % du capital d'une société indienne.

2) Le terme "communalisme" désigne des formes de regroupement reposant sur des bases religieuses ou ethniques. Il recouvre l'idée selon laquelle des gens qui appartiennent à une même religion ou ethnie constituent un groupe homogène, dont la défense des besoins peut nécessiter d'imposer sa domination sur les autres communautés, y compris par la force.

3) Après les élections de décembre 1989, V. P. Singh du Janata Dal a formé un gouvernement avec le soutien du BJP et des communistes. A la suite de divergences avec le BJP, Singh a dû démissionner en octobre 1990 ; à cette occasion, des membres de son propre parti l'ont quitté pour former le Janata Dal socialisme (S), avec, à leur tête, Chandra Shekar.

4) De très violents combats ont éclaté entre hindous et musulmans à propos de la mosquée de Ayodhya (Uttar Pradesh) que des militants hindous veulent convertir en temple car elle aurait été bâtie sur un ancien temple du dieu guerrier Ram. Les violences se sont propagées dans cinq Etats et ont fait plusieurs centaines de morts, voire un millier.

La coupe est pleine

LE 9 AVRIL 1991, L'importante hausse des prix provoquée par le gouvernement de Valentin Pavlov, le 2 avril 1991, a contribué à faire considérablement monter la tension dans une société soviétique marquée aujourd'hui par une intensification sans précédent des protestations et des actions ouvrières. De Minsk à Kemerovo, de Vorkouta à Tbilissi, les grèves et les manifestations avancent maintenant des revendications explicitement politiques.

LE 9 AVRIL 1991, Gorbatchev a essayé de reprendre l'offensive. Lors d'une réunion du Conseil de la fédération, où toutes les républiques et la direction de l'Union sont représentées, il a annoncé un nouveau train de mesures économiques et politiques visant à stabiliser la situation (1). Ce plan combine des méthodes autoritaires avec des droits politiques et démocratiques, le tout étant fortement orienté en matière économique vers le marché : « Nous voulons avancer rapidement vers la "désétatisation" et la privatisation, avant tout dans la sphère du commerce et des services, en lien avec les petites et moyennes entreprises, afin de développer l'esprit d'entreprise, d'en finir avec les monopoles économiques, de soutenir le petit et moyen commerce, d'accélérer la création de bourses pour les biens et les marchandises, et de faciliter la transition vers une rouble convertible. » (2)

Tout cela représente une accélération vers l'instauration des prix de marché pour tous les produits d'ici un an et demi, l'élaboration immédiate de plans de privatisation à grande échelle et l'encouragement systématique des investissements étrangers, par une modification des lois restreignant le rapatriement des profits et une plus grande décentralisation du commerce extérieur.

Ces idées économiques libérales vont de pair avec une volonté de contrôle centralisé du système politique. Il est aussi question d'un prétendu « mémorandum, publié d'ici la fin de l'année, sur les grèves, les meetings et les autres activités politiques qui déstabilisent le pays » (3). Mais il n'est absolument pas certain que la direction du Kremlin réussisse à trouver au sein de la bureaucratie le soutien nécessaire pour mener ces plans à bien — il est presque évident que de nom-

Poul-Funder LARSEN

breux secteurs de la population s'y opposeront farouchement.

Les précédentes tentatives de changement économique par des mesures administratives — la réforme des prix avortée de mai 1990, la réforme monétaire de janvier 1991, l'impopulaire taxe sur la valeur ajoutée de 5 % et la récente réforme des



« Une maison, une femme, un bon boulot, j'étais le meilleur dans ma spécialité, un meneur d'hommes, l'admiration de la terre entière, prix Nobel de la Paix — Mec, j'étais le roi... J'ai tout fichu en l'air en replongeant dans le totalitarisme... »

prix — ont provoqué, dans la population, une profonde suspicion, voire de la haine, envers la politique économique du gouvernement.

Les partisans de Boris Eltsine ainsi que les conservateurs essayent de profiter de la situation, et demandent la démission immédiate de Gorbatchev. Eltsine occupe encore une position clé, et le Congrès du peuple russe, le 5 avril 1991, l'a autorisé à diriger la Russie par décrets.

En revanche, les perspectives d'avenir des conservateurs semblent faibles. Ils n'ont ni projet crédible, ni dirigeants reconnus, ni un minimum de crédibilité

dans l'opinion publique ; le succès limité des manifestations contre la hausse des prix qu'ils ont dirigées en témoigne, tout comme la scission intervenue au sein du groupe du Parti communiste de Russie (PCR)

dans le Congrès du peuple russe, où un nombre important de députés du PCR ont formé un nouveau regroupement — « les communistes pour la démocratie » — qui a déclaré soutenir Eltsine.

La colère des mineurs

Dans la même période, les revendications politiques ont pris de plus en plus d'importance dans la grève des mineurs, qui dure depuis bientôt six semaines. Au départ, ce mouvement exprimait le ras-le-bol des travailleurs face aux graves problèmes sociaux des régions minières, et une protestation contre l'échec de la perestroïka bureaucratique. Dans de nombreux domaines, la situation sociale et matérielle dans les districts miniers est aussi mauvaise qu'avant la lutte de 1989 (voir *Inprecor* n° 293 du 18 septembre 1989). La nourriture est quasiment introuvable : « La situation est extrêmement grave pour les habitants des régions minières : la maigre ration des mineurs est de 21 grammes de viande, 11 grammes de farine de maïs, et 25 grammes de saindoux par jour ; avec un œuf tout les trois jours et ni beurre ni fromage » (4).

1) On peut se demander si ces mesures sont une continuation du plan "Principales instructions pour la stabilisation de l'économie et la transition vers le marché" adopté par le Soviet suprême, en octobre 1990, ou s'il s'agit d'un programme contre la crise entièrement nouveau. *Pravda*, 18 octobre 1990.

2) Mikhaïl Gorbatchev, discours devant le Conseil de la fédération, *Izvestia*, 10 avril 1991.

3) *Ibid.* A la suite des grèves de 1989, une législation anti-grèves similaire a été introduite, mais n'a pas été strictement appliquée.

4) *Izvestia*, 4 avril 1991.

La construction de maisons et d'appartements dans les régions minières est pratiquement bloquée, et des milliers de travailleurs vivent encore dans des cabanes en bois. Ces conditions de vie et une situation écologique désastreuse affectent sérieusement la santé des habitants : dans le Kouzbass, 20 % des bébés naissent avec des déformations ; dans le Donetsk, on estime que seulement un enfant scolarisé sur cinq est dans un état de santé satisfaisant.

Après les grèves de juillet 1989, le mouvement des mineurs a connu un reflux. Dans différentes mines, de nombreux fonctionnaires conservateurs des directions ont été mis à la porte. Les comités de grève ont été transformés en structures permanentes, ayant souvent une influence considérable dans leur région. Mais la tendance libérale du mouvement et l'orientation strictement syndicale, impulsée par certains de ses dirigeants, n'ont pas offert de perspectives assez cohérentes pour unir les différents

rejeté toute négociation sur ces demandes politiques, tout en faisant quelques concessions économiques.

La grève se poursuit encore aujourd'hui mais le type d'alternative politique que voudraient développer les dirigeants des mineurs n'est pas clair. Lors d'une conférence de presse, le 4 avril, Anatoli Malikhin, un leader mineur du Kouzbass, a déclaré : « D'après nous, seul un gouvernement de coalition, auquel le peuple ferait confiance, peut sortir le pays de cette crise » (5).

Quelle coalition ?

Cette idée de coalition gagne du terrain dans tous les camps. Eltsine l'a utilisée lors d'un discours conciliateur devant le Congrès du peuple russe, le 29 mars 1991, des dirigeants de Russie démocratique, tel Youri Afanassiev, l'ont reprise, et même Gorbatchev a exprimé des idées semblables. Mais, étant donnés les rapports de forces en Union soviétique aujourd'hui, un tel gouvernement ne pourrait être dirigé que par une seule personne — Gorbatchev — et devrait largement reposer sur l'appareil bureaucratique du centre, perspective qui ne reflète certainement pas la volonté des mineurs.

Les 2 et 3 avril, des représentants de certaines régions minières ont rencontré le gouvernement Pavlov, qui leur a proposé : une augmentation salariale de 100 % d'ici l'an prochain, liée à une hausse de la productivité ; le droit des collectifs de mineurs à vendre entre 5 et 7 % du charbon extrait sur le marché sans intervention de l'Etat ; et quelques améliorations dans le domaine social.

Mais, il est finalement apparu qu'il ne s'agissait que d'une manœuvre de l'Etat pour prouver ses « bonnes intentions ». Des 400 personnes présentes à Sverdlovsk, seulement 195 représentaient les mineurs, et seulement 48 venaient de mines en grève à ce moment-là. Il n'est donc pas étonnant que les grévistes de Vorkouta et du Kouzbass, qui n'ont pas participé aux négociations, aient rejeté cette offre, même si quelques bassins minières dans le nord ont décidé de reprendre le travail.

Jusqu'à présent, le syndicat officiel, la Confédération générale des syndicats soviétiques (VKP), a soutenu prudemment les mineurs et a fermement critiqué les

hausse des prix (6). Fin mars, elle a donné 200 000 roubles aux mineurs et a demandé à Gorbatchev de négocier. Après les « négociations » des 2 et 3 avril, ce syndicat central a fait montre d'un léger optimisme, tout en demandant « la préparation immédiate d'une restructuration générale du système des salaires ». Un représentant du VKP a annoncé que tous les salaires devraient augmenter de 70 à 100 % et a annoncé que, si tel n'était pas le cas, une manifestation contre la hausse des prix serait organisée sur la place Rouge, le 1er mai prochain.

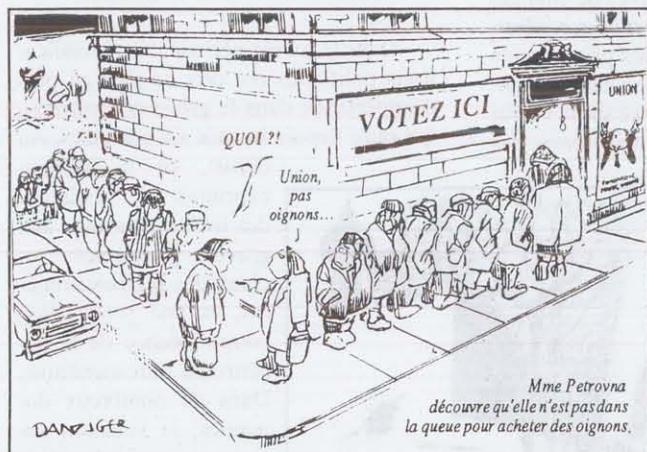
Or, lors d'un récent discours dans une réunion plénière du VKP, le Premier ministre Pavlov a écarté l'éventualité de toute augmentation salariale qui ne soit pas liée à une amélioration proportionnelle de la production. Il a de nouveau attaqué la grève des mineurs, de façon directe : « Je pense que vous savez tous que, dans le bassin du Donetsk, des brigades spéciales de 200 à 250 personnes patrouillent en bus pour faire débrayer les mines — ce sont des membres du Roukh [parti des nationalistes ukrainiens] qui appellent à la grève. Dans les mines du Kouzbass, on trouve aussi des commandos de ce type, mais ils sont, cette fois, dirigés par des députés du Soviet suprême de Russie et du soviét de la région de l'Oblast » (7).

Pour l'instant, le gouvernement n'a pas utilisé la violence pour mettre fin aux grèves ; il est probable qu'il essaye de récupérer une partie du mouvement, tout en épuisant les régions les plus combatives.

Avalanche de protestations

Mais, avec les tensions que connaît la société soviétique après la hausse des prix, il n'est pas certain que le temps joue en faveur de Gorbatchev et de Pavlov. Depuis début avril, les protestations font boule de neige et pourraient bientôt se transformer en avalanche.

L'explosion la plus forte est venue de là où on l'attendait le moins : Minsk, la capitale de la Biélorussie, auparavant décrite comme un bastion conservateur. Les troubles ont commencé le 4 avril, quand les travailleurs de plusieurs usines se sont mis en grève, et que des milliers de gens se sont retrouvés place Lénine, dans le centre-ville, pour protester contre les hausses des prix. Une gréviste a expliqué : « Je gagne 200 roubles par mois. Je



bassins minières. En 1990, les mineurs n'ont réalisé qu'une seule action massive : un débrayage d'une journée, le 11 juillet — un an après les grèves de 1989 — qui a coïncidé avec le 28e Congrès du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) et qui a présenté une série de revendications politiques, dont la dépolitisation des entreprises, de l'armée et du KGB, ainsi qu'un appel à la démission du gouvernement Rijkov.

En janvier 1991, après l'attaque sanglante de l'armée à Vilnius, les comités de travailleurs du Kouzbass et du Donbass ont appelé à une grève politique, mais cela n'a pas été repris (voir *Inprecor* n° 322 du 18 janvier 1991). Cependant, la volonté d'agir augmentait dans les régions minières. La colère des mineurs vise clairement le centre et s'exprime à travers des demandes de démission de Gorbatchev et de dissolution du Soviet suprême. Gorbatchev et le gouvernement de Valentin Pavlov ont tout naturellement

5) *Izvestia*, 5 avril 1991.

6) C'est le nouveau nom du syndicat central, rebaptisé ainsi lors de son XIXe Congrès en octobre 1990, pour tenter de se débarrasser de la connotation conservatrice liée à son ancien nom, "Association centrale des syndicats de toute l'Union".

7) *Pravda*, 12 avril 1991.

suis seule avec deux gosses. Comment pourrais-je les nourrir, quand les prix de tous les produits pour les enfants ont été multipliés par deux ou trois, et parfois plus, et quand le repas à la cantine de l'usine atteint 3 roubles ? » (8). La protestation sociale a été suivie de revendications politiques semblables à celles des mineurs : démission de Gorbatchev et dissolution du Soviet suprême de toute l'Union et de celui de Biélorussie.

Après la réunion du Conseil de la fédération, le 9 avril, les grèves et les manifestations ont repris. Environ 200 000 travailleurs, dont ceux des plus grandes usines de Minsk, ont participé à des actions les 10 et 11 avril, rejoints par les ouvriers d'autres villes de Biélorussie, dont les mineurs de Soligorsk. Les mobilisations se sont arrêtées quand le gouvernement biélorusse a accepté de négocier avec les comités de grève, mais la menace d'une grève générale politique le 23 avril, si les négociations échouent, existe toujours.

Extension de la grogne

D'autres régions importantes sont sur le point d'entrer en lutte. Le gouvernement a reçu divers avertissements venus d'Oural, l'un des principaux centres industriels d'URSS. Le 27 mars, les métallurgistes de Sverdlovsk ont fait un débrayage d'avertissement de deux heures pour soutenir les mineurs, et plusieurs mines de bauxite se sont mises en grève dans la même zone. Des délégués de certaines des principales industries d'Oural (par exemple, les ateliers sidérurgiques de Nizhni Tagil) ont participé à des réunions de comités de grève du Kouzbass.

La colonne vertébrale de l'industrie en Oural est constituée par les gigantesques usines métallurgiques et sidérurgiques qui sont sérieusement affectées par la réduction des livraisons de charbon (9). Le 10 avril, lors d'une réunion régionale à Tcheliabinsk, des représentants des ouvriers de la métallurgie ont exprimé leur inquiétude par rapport à cette situation, mais ont déclaré, dans le même temps, leur sympathie pour la lutte des mineurs. A la suite de cette rencontre, il a été demandé que le gouvernement adopte des mesures pour améliorer la situation sociale de la région avant le 20 avril, ou il devra faire face à des mobilisations, et y compris à des grèves.

De nombreux mouvements ont également eu lieu en Sibérie. Les travailleurs des mines de nickel de Norilsk, en Sibérie du Nord, ont débrayé le 28 mars, et n'ont repris le travail que le 5 avril après que la direction leur a promis une augmentation salariale de 100 %. Les travailleurs du pé-

Les oubliées de la perestroïka

Aux premiers temps de la glasnost, l'atmosphère de nouveauté et d'optimisme a donné l'occasion aux femmes soviétiques de parler abondamment de leurs problèmes ; la position des femmes dans la société est devenue un sujet de discussion publique important, les femmes se sont exprimées avec une franchise rarement atteinte dans les médias occidentaux. Ainsi, en 1988, les *Nouvelles de Moscou* ont introduit une nouvelle rubrique intitulée "Elle et nous", qui proposait des articles de femmes, sur les femmes — compte-rendus critiques de la mauvaise qualité des cliniques d'avortement, analyses des changements dans l'emploi des femmes avec la réforme économique, discussions sur la discrimination entre les sexes, etc. La reconnaissance largement partagée des immenses difficultés des femmes à jongler entre leur travail salarié et leurs responsabilités familiales s'accompagnait de la conviction que les changements sociaux devaient leur être bénéfiques. La perestroïka, et surtout l'augmentation des biens de consommation, ont été vécues, au départ, comme autant de promesses d'une amélioration de la situation des femmes.

Or, au début des années 90, les problèmes des femmes se sont accentués avec la crise économique et politique croissante. Les récents développements de la situation en URSS ne prédisent rien de bon pour elles car l'attention particulière envers les "questions femmes" semble avoir été oubliée des pouvoirs publics et la plupart des réformes économiques ne prennent absolument pas en compte les problèmes spécifiques des femmes.

Significativement, les *Nouvelles de Moscou* ont abandonné la rubrique "Elle et nous", fin 1989, sans aucune explication. Quant au magazine *Travailleuses*, il se préoccupe de moins en moins des femmes "ordinaires" de la classe ouvrière, s'intéressant bien davantage à une élite de femmes d'affaires, présentées comme l'idéal des années 90. Et, une nouvelle organisation de femmes, qui publie une revue baptisée *Femmes d'affaires*, défend l'idée que la seule manière d'améliorer leur condition passe par la création d'entreprises par des femmes individuelles. ★

Source : *Féminisme, marché et politiques publiques*,
Ester Reiter et Meg Luxton

trole de la région de Tioumen, le principal champ pétrolier soviétique, ont demandé, début avril, que le gouvernement leur permette de disposer de 20 % de leur production — avec des menaces d'"explosion sociale".

Le mythe de l'Extrême-Orient

Symboliquement, au milieu de cette crise, Gorbatchev est parti pour le Japon pour la première visite officielle d'un dirigeant soviétique dans ce pays. Les rêves merveilleux d'aventures économiques en Extrême-Orient, à travers des liens avec les économies du Japon et les pays du Pacifique, constituent un thème récurrent de la pensée libérale en URSS.

Certaines initiatives ont déjà été prises, comme la création d'une zone de libre commerce autour du port de Nakoda sur la côte pacifique ; en Sibérie, de nombreux espoirs existent quant à ces développements. Beaucoup d'observateurs avisés ont fait remarquer qu'un "miracle économique" pour l'URSS en Extrême-Orient n'était guère envisageable à court terme, à cause du chaos de l'économie soviétique en général, et des faibles liens économiques entre le Japon et l'Union soviétique en particulier.

Dans tous les cas, cette visite confirme, une fois de plus, la trajectoire écono-

mique fondamentalement pro-libérale de Gorbatchev. La grande inconnue est de savoir si ce dernier réussira à obtenir le soutien nécessaire pour les nouvelles mesures d'urgence, alors que les structures du pouvoir central semblent presque paralysées. Il devra, de plus, s'affronter à son opposant principal et le plus ferme : la classe ouvrière soviétique exaspérée par la crise et qui, dans la mesure où dans certains secteurs elle se remet à militer, pourrait modifier l'ensemble de la scène politique dans les mois à venir. ★

17 avril 1991



8) *Izvestia*, 5 avril 1991.

9) Selon certains chiffres, l'industrie sidérurgique a perdu 2 milliards de roubles depuis le début de la grève. Le ministre de l'Industrie sidérurgique a demandé que la grève soit immédiatement interrompue, même au prix de l'instauration de l'état d'urgence dans toute l'Union.

TCHÉCOSLOVAQUIE

La bête immonde

Le Parti républicain tchèque (extrême droite) a organisé une manifestation de 4 000 personnes, le samedi 13 avril 1991 à Prague, après une semaine d'action nationale. Les manifestants — des skinheads, des chômeurs, d'anciens prisonniers politiques des années 50 et des étudiants — ont défilé derrière leur leader, Miroslav Sladek, employé au service de la censure jusqu'en novembre 1989.

Sladek a déclaré : « *Tous ceux qui sont au pouvoir sont des communistes et des gens de la STB [la police secrète]* » ; « *Nous devenons des étrangers dans notre propre pays !* » ; « *Ils ne nous feront pas parler slovaque, ni allemand, ni hongrois !* ».

Les républicains profitent du fait qu'effectivement l'ancienne bureaucratie est toujours en place et que la situation économique continue de se dégrader (le niveau de vie des travailleurs a chuté de 30 % en un an ; l'inflation et le chômage ne cessent de croître). Ils ont été jusqu'à reprendre les mots d'ordre d'autogestion et de propriété ouvrière, qu'ils ont récupéré à la gauche. Mais leur base est instable, et Sladek n'a pas encore réussi à se bâtir une image respectable, ni à structurer ses sympathisants ; mais cette semaine d'action a sûrement aidé ce mouvement à se faire connaître.

L'extrême droite organisée a beaucoup moins de force en Slovaquie, où les sentiments racistes et nationalistes sont très présents dans la vie politique. L'anticommunisme n'y est pas très fort, en partie parce que l'ancien régime était parvenu à industrialiser la région et à équilibrer le niveau de vie des Slovaques par rapport à celui des Tchèques, mais aussi parce que la "normalisation" qui a suivi 1968 a été moins sévère. Dans cette région, les partis du centre monopolisent le terrain nationaliste avec leur loi chauvine sur la langue (qui marginalise les 10 % de Hongrois qui y habitent) et leur rhétorique contre Prague. ★

AFRIQUE DU SUD

Recyclage des officiers

Certains médias occidentaux ont annoncé que l'Afrique du Sud recevait d'anciens collaborateurs de la police et des services de sécurité d'Europe de l'Est. La revue soviétique Argumenti i Fakti s'est faite l'écho de cette information.

Dans la dernière période, une quantité significative d'anciens officiers de sécurité, de l'armée, des services de renseignement et de la police de Pologne, Roumanie, Hongrie, Tchécoslovaquie, et de l'ancienne République démocratique allemande (RDA) ont effectivement reçu l'autorisation d'aller s'installer définitivement en Afrique du Sud. Relevés de leurs fonctions [dans leurs pays d'origine] ils sont recrutés là-bas dans les unités de police, l'armée et les renseignements.

Comme le dit la presse d'Afrique du Sud, « *les officiers d'Europe de l'Est* » sont plus assidus dans le service que leurs collègues, les Africains blancs ; ils possèdent une bonne expérience professionnelle et sont même « *plus résolus* » pour mettre de l'ordre dans les ghettos noirs.

Il ne faut pas oublier les avantages matériels du service armé : les officiers d'Europe de l'Est travaillant en Afrique du Sud reçoivent un logement confortable et une voiture. Après six mois de service irrégulier, ils deviennent citoyens sud-africains. ★

S. Yourev
Mars 1991



nouvelles du monde

CONGO

Processus de "démocratisation"

Des processus de "démocratisation" d'Afrique noire, celui qui se déroule actuellement au Congo est parmi les plus spectaculaires ; des dizaines de partis et d'associations voient le jour et s'expriment. Le pouvoir est affaibli par la crise économique et la pression sociale ; de plus, la France, puissance dominante, le pousse à favoriser une ouverture contrôlée, comme dans la majeure partie des autres pays du continent.

Les diverses cliques qui se sont succédées au pouvoir, depuis plus de vingt ans, avaient habillé de "marxisme-léninisme" un régime fait de corruption, de tribalisme et, soumis à l'impérialisme et aux compagnies pétrolières. Ce système est en crise et la transition qui s'ouvre risque d'être longue et compliquée. Il n'est, en effet, nullement garanti, pour le moment, que ce processus puisse donner naissance dans l'immédiat à un nouveau mouvement ouvrier et populaire, indépendant et libre.

La conférence nationale de tous les partis, qui s'est tenue début mars 1991, a été un premier test. Elle a permis à chaque mouvement de préciser son projet et de le confronter au pouvoir actuel. Parmi ces forces, La Cause (Association pour le contrôle social et l'émancipation du peuple par lui-même) est apparue comme un courant radical, préoccupé, en premier lieu, par l'indépendance du processus démocratique vis-à-vis des forces bourgeoises et néo-coloniales.

Malheureusement, son principal animateur, Grégoire Mavounia, est décédé à la veille de cette rencontre. A l'annonce de sa mort, les étudiants ont demandé une semaine d'interruption des cours. Plus de mille personnes ont assisté à son enterrement, principalement des jeunes qui ont organisé une véritable manifestation en son honneur sur le campus où il enseignait. Les milieux syndicaux et religieux s'étaient aussi associés à cet hommage.

Ainsi les obsèques du leader de La Cause ont apporté une preuve de l'immense attente qui existe parmi la population, et de son espoir de voir émerger enfin dans ce pays, plus de trente ans après l'indépendance, un mouvement populaire, radical et socialiste, débarrassé du fléau de la corruption. ★

AUTRICHE

Réhabiliter la vérité

Créé au printemps 1990, en Autriche, le mouvement Mémorial se fixe un double objectif : en premier lieu, soutenir l'effort du Mémorial d'Union soviétique pour établir l'entière vérité historique sur la terreur stalinienne et obtenir la réhabilitation intégrale des victimes du stalinisme ; et faire l'inventaire de toutes les victimes autrichiennes du stalinisme, plus particulièrement, des antifascistes qui s'étaient réfugiés en URSS, victimes de la répression ou livrés à la Gestapo, après le pacte Hitler-Staline. Une pétition avec de nombreuses signatures, dont celles d'importantes personnalités comme l'ancien chancelier Bruno Kreisky, a été adressée aux autorités soviétiques, réclamant la remise des archives sur les immigrés autrichiens.

Un petit livre, publié en octobre 1990 aux éditions Junius, présente un certain nombre de militants ayant connu le Goulag ou ayant péri dans les geôles staliniennes ; parmi eux, on trouve un des plus éminents fondateurs et dirigeants du Parti communiste autrichien, Franz Koritschener (1892-1941). Délégué à la conférence de Kienthal, en avril 1916, y rencontra Lénine et Radek et se lia aux bolcheviques. Travaillant dans l'Internationale syndicale rouge, à Moscou, à partir de 1930, il y fut la victime des épurations de 1936. Condamné à trois ans de prison, puis à dix ans de déportation, il fut livré, en avril 1941, avec quarante autres détenus, à la Gestapo à Lublin, et mourut à Auschwitz, le 8 juin 1941. Il fut réhabilité en URSS, après le XXe Congrès du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS). ★

INpreCOR